CRB
Centrale Raad voor het Bedrijfsleven
Conseil Central de l'Economie
CCE

CNT
Conseil National du Travail
Nationale Arbeidsraad
NAR

CONSEIL NATIONAL
DU TRAVAIL

CONSEIL CENTRAL DE
L'ECONOMIE

AVIS N° 2.129

CCE 2019-0700 DEF
CO 1000

Séance commune des Conseils du 23 avril 2019

Liaison au bien-être 2019-2020

x x x

3.018

Blijde Inkomstlaan, 17-21 - 1040 Brussel, Av. de la Joyeuse Entrée, 17-21 - 1040 Bruxelles
Tel: 02 233 88 11 - Fax CRB/CCE: 02 233 89 12 – Fax NAR/CNT: 02 233 89 38

Objet : Liaison au bien-être 2019-2020

Conformément aux articles 5, 6, 72, 73, 73 bis et 73 ter de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, le Conseil national du Travail, le Conseil central de l'Économie et le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants doivent rendre un avis tous les deux ans sur l'importance et la répartition des moyens financiers destinés à l'adaptation au bien-être des prestations de remplacement de revenus dans la sécurité sociale et des allocations d'assistance sociale.

Dans cette optique, les Conseils et le Comité général de gestion se sont penchés sur la question pour la période 2019-2020.

L'examen de ce dossier a été confié à la Commission mixte Liaison au bien-être et à un groupe de travail ad hoc.

La Commission et le groupe de travail ont pu bénéficier dans ce cadre de la précieuse collaboration du Bureau fédéral du Plan et des différentes institutions de sécurité sociale.

Par lettre du 22 mars 2019, le président du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants a informé les présidents du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Économie que les membres du Comité général de gestion ont mandaté madame C. Deiteren et monsieur C. Botterman, qui sont également membres du Conseil national du Travail, pour émettre un avis commun sur le volet des travailleurs indépendants. Ce mandat a été confirmé lors de la séance plénière du 23/04/2019.

Sur la base des travaux qui ont eu lieu au sein de la commission mixte et du groupe de travail ad hoc, le Conseil national du Travail, le Conseil central de l'Économie et le Comité général de gestion ont émis, le 23/04/2019, l'avis unanime suivant.

Avis liaison au bien-être 2019-2020

Introduction

Conformément aux articles 5, 6, 72, 73, 73 bis et 73 ter de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, le gouvernement doit se prononcer tous les deux ans sur l'importance et la répartition des moyens financiers destinés à une adaptation au bien-être. Cette décision est précédée d'un avis conjoint du Conseil national du Travail, du Conseil central de l'Économie et du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants sur l'importance et la répartition des moyens financiers destinés à l'adaptation au bien-être des prestations de remplacement de revenus dans la sécurité sociale et des allocations d'assistance sociale.

Dans le cadre de leur décision et de leur avis, le gouvernement et les partenaires sociaux peuvent s'appuyer sur les rapports du Comité d'étude sur le vieillissement et du Conseil supérieur des finances. L'avis des partenaires sociaux doit également tenir compte d'un certain nombre de facteurs contextuels. Depuis 2010, la loi relative au pacte de solidarité entre les générations prévoit qu'il faut également tenir compte, dans le cadre du calcul de l'enveloppe financière, de l'éventuel surcoût ou de l'éventuelle économie engendrés par les mesures qui ont été prises dans le cadre de l'enveloppe biennale précédente.

Afin de déterminer la taille de l'enveloppe à affecter, les Conseils et le Comité général de gestion ont fait appel au Bureau fédéral du Plan, qui a calculé l'enveloppe financière relative au bien-être ainsi que le surcoût ou l'économie engendrés par les mesures qui ont été prises dans le cadre de l'enveloppe biennale précédente. Sur la base de ces chiffres, le prélèvement anticipé que le gouvernement a effectué sur l'enveloppe bien-être 2019-2020 afin d'augmenter les allocations de protection sociale au niveau du seuil de pauvreté, a été réparti sur les trois régimes. La détermination de l'enveloppe disponible est décrite au point 1 du présent avis.

En ce qui concerne la répartition de l'enveloppe financière 2019-2020, il a été tenu compte des directives que le Premier ministre a données au Groupe des 10 dans sa lettre du 10 janvier 2019, à savoir qu'une attention particulière devrait être portée sur l'importance de ne pas accentuer l'écart entre d'une part les travailleurs et d'autre part les pensionnés et les allocataires sociaux, ainsi que de tenir compte des objectifs UE 2020 en termes de lutte contre la pauvreté et d'augmentation du taux d'emploi. Il souligne également l'importance de prendre en compte les risques liés à la création de nouveaux pièges à l'emploi.

Partant de cette lettre d'une part, et des dispositions de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations d'autre part, le Groupe des 10 a fixé un certain nombre de directives en vue de l'élaboration d'une proposition d'affectation de l'enveloppe bien-être disponible pour 2019 et 2020.

Sur cette base, les partenaires sociaux ont élaboré une proposition d'affectation de l'enveloppe bien-être disponible pour 2019 et 2020. L'objectif visé par cet exercice est de garantir la liaison des allocations au bien-être en tenant compte du principe d'assurance et de solidarité, de poursuivre la réduction de l'écart de pauvreté et de proposer des solutions spécifiques pour des situations problématiques spécifiques – en particulier la situation des familles monoparentales -, sans créer de nouveaux pièges à l'emploi et à l'inactivité. Les propositions de répartition de l'enveloppe financière 2019-2020 sont décrites au point 2 du présent avis.

Position des Conseils

1. Détermination de l'enveloppe financière pour la période 2019-2020

1.1 Calcul de l'enveloppe théorique minimale

La loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations précise que l'enveloppe est au moins équivalente à « la somme de l'estimation des dépenses suivantes calculées pour toutes les branches de la sécurité sociale :

- une adaptation annuelle au bien-être de 0,5 % de toutes les allocations sociales de remplacement, à l'exclusion des allocations forfaitaires ;
- une adaptation annuelle au bien-être de 1 % de toutes les allocations sociales forfaitaires, à l'exclusion des prestations familiales ;
- une augmentation annuelle de 1,25 % des plafonds salariaux pris en compte pour le calcul des allocations sociales de remplacement ;
- une augmentation annuelle de 1,25 % du « droit minimum par année de carrière ». »

Pour l'assistance sociale, l'enveloppe doit être au moins égale à la somme de l'estimation des dépenses correspondant à une adaptation annuelle au bien-être de 1 % du revenu d'intégration, de l'aide sociale financière équivalente au revenu d'intégration, des allocations de remplacement de revenu pour les personnes handicapées (ARR), de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) et du revenu garanti aux personnes âgées (RGPA).

En vertu de la loi relative au pacte de solidarité entre les générations, les dépenses doivent être estimées pour chaque année de la période biennale. Suite à la loi-programme du 29 décembre 2014, les allocations familiales ont été retirées du calcul de l'enveloppe bien-être, et ce, tant pour le régime des travailleurs indépendants que pour celui des travailleurs salariés.

Afin de pouvoir apporter une réponse adéquate à la demande formulée dans la loi, les Bureaux du Conseil national du travail et du Conseil central de l'économie ont, en juin 2018, chargé le Bureau fédéral du plan d'entamer l'estimation de l'enveloppe financière destinée aux adaptations au bien-être des prestations sociales, comme prévu par la loi du 23 décembre 2005. En concertation avec les différentes institutions et administrations de la sécurité sociale, le Bureau fédéral du plan a calculé les enveloppes théoriques suivantes sur la base des paramètres légaux. Le rapport complet du Bureau fédéral du plan est joint à l'annexe 2.

Tableau 1-1 : Estimations, par le Bureau fédéral du plan, des enveloppes brutes 2019-2020 pour les trois régimes, en millions d'euros.

	2019	2020
Régime des salariés (y compris pécule de vacances dans branche pensions)	283,5	566,9
Régime des salariés (sans pécule de vacances dans branche pensions)	277,2	554
Régime des travailleurs indépendants	40,8	82,8
Régime de l'assistance sociale	39,7	79,7

1.2 Calcul des marges ou surcoûts

Étant donné que la loi relative au pacte de solidarité entre les générations dispose qu'il faut tenir compte, dans l'enveloppe bien-être disponible, de l'éventuel surcoût ou de l'éventuelle économie des mesures prises dans le cadre de l'enveloppe biennale précédente, le Bureau fédéral du plan a également calculé ce surcoût ou cette économie dans le rapport précité. Vous en trouverez les chiffres ci-dessous.

Tableau 1-2 : Estimations, par le Bureau fédéral du plan, des surcoûts (-) ou marges (+) engendrés par les mesures prises en matière de liaison au bien-être par le gouvernement pour la période 2017-2018

	2017	2018	2019	2020
Régime des travailleurs salariés	3,1	11,1	0,5	-4,3
Régime des travailleurs indépendants	-0,1	-0,3	0,2	0,6
Régime de l'assistance sociale	0	-1	-1,2	-1,3

1.3 Fixation de l'enveloppe disponible pour la période 2019-2020

Lors du Conseil des ministres thématique du 26 juillet 2017 sur l'évolution économique et la cohésion sociale, la décision a été prise de dégager un montant de 80 millions d'euros pour la lutte contre la pauvreté. Pour concrétiser cet objectif, une enveloppe de 80 millions d'euros a été prélevée de l'enveloppe bien-être 2019 lors de la confection du budget 2018 afin d'accélérer l'augmentation de certaines prestations. L'enveloppe bien-être totale devait donc faire l'objet d'une correction en vue de tenir compte de ce prélèvement anticipatif (notification budgétaire du 26 juillet 2018).

Le Groupe des 10 a fixé à cet égard les directives suivantes :

- il convient de travailler sur la base du prélèvement effectif dans les régimes respectifs, avec une certaine contribution de solidarité entre les régimes dans le cadre du compromis final ;
- vu le manque de clarté quant à la question de savoir si le prélèvement de 80 millions d'euros s'applique uniquement à 2019 ou également à 2020, deux scénarios doivent être élaborés (option A et option B). Le G10 a indiqué se baser sur le scénario le plus prudent, c'est-à-dire que le prélèvement anticipatif est également pris en compte en 2020. Ensuite, le G10 a indiqué examiner également quelles mesures supplémentaires peuvent être prises si le politique décide que le prélèvement anticipatif ne s'applique pas pour 2020.
- les chiffres les plus récents du Bureau fédéral du plan constituent le point de départ.

Concrètement, ces principes se traduisent comme suit :

- Pour le régime des salariés, l'hypothèse de départ spécifique pour la période 2019-2020 est l'enveloppe incluant le pécule de vacances dans la branche des pensions.
- les enveloppes définies par le Bureau fédéral du plan dans son rapport d'octobre 2018 (voir annexe 2) ont été prises comme point de départ, en tenant compte des surcoûts et marges résultant des mesures prises par le gouvernement pour mettre en œuvre l'avis liaison au bien-être précédent (CCE 2017-0708 / CNT 2.023).
- la partie du prélèvement anticipatif de 80 millions d'euros qui a bénéficié aux salariés a été supportée par le système des salariés. La plus grande partie du prélèvement anticipatif concerne toutefois les mesures en faveur du régime d'assistance sociale et a donc été imputée à ce dernier. Toutefois, compte tenu de la grande vulnérabilité des allocataires sociaux dans ce régime, une certaine solidarité a été instaurée par le système des salariés et celui des indépendants, de sorte que, après déduction du prélèvement anticipatif et du surcoût résultant des mesures prises dans le cadre de l'avis précédent, l'assistance sociale disposerait encore dans l'option A d'une enveloppe de respectivement 16,3 et 32,9 millions en 2019 et 2020.
- Comme expliqué ci-avant, deux options ont été élaborées. Dans l'option A, l'enveloppe a été réduite tant en 2019 qu'en 2020 du prélèvement anticipatif de 80 millions d'euros. Dans l'option B, le prélèvement anticipatif a uniquement été imputé sur l'enveloppe de 2019.

1.3.1 Option A

ENVELOPPE BRUTE EN 2019 ET 2020

	2019	2020
Régime des travailleurs salariés (y compris pécule de vacances)	283,5	566,9
Régime des travailleurs indépendants	40,8	82,8
Régime de l'assistance sociale	39,7	79,7
TOTAL, y compris pécule de vacances des salariés	**364,0**	**729,4**

RÉPARTITION ÉCONOMIE

	2019	2020
Régime des travailleurs salariés	53,7	33,4
Régime des travailleurs indépendants	4,1	1,1
Régime de l'assistance sociale	22,2	45,5
ÉCONOMIE TOTALE	**80,0**	**80,0**

MARGES (+) OU SURCOÛT (-) EN 2019 ET 2020

	2019	2020
Régime des travailleurs salariés	0,5	-4,3
Régime des travailleurs indépendants	0,2	0,6
Régime de l'assistance sociale	-1,2	-1,3

ENVELOPPE BRUTE EN 2019 ET 2020 APRÈS MARGES/ SURCOÛT ET RÉPARTITION ÉCONOMIE

	2019	2020
Régime des travailleurs salariés	230,3	529,2
Régime des travailleurs indépendants	36,9	82,3
Régime de l'assistance sociale	16,3	32,9
ENVELOPPE TOTALE	**283,5**	**644,4**

1.3.2 Option B

ENVELOPPE BRUTE EN 2019 ET 2020

	2019	2020
Régime des travailleurs salariés (y compris pécule de vacances)	283,5	566,9
Régime des travailleurs indépendants	40,8	82,8
Régime de l'assistance sociale	39,7	79,7
TOTAL, y compris pécule de vacances des salariés	**364,0**	**729,4**

RÉPARTITION ÉCONOMIE

	2019	2020
Régime des travailleurs salariés	53,7	0,0
Régime des travailleurs indépendants	4,1	0,0
Régime de l'assistance sociale	22,2	0,0
ÉCONOMIE TOTALE	**80,0**	**0,0**

MARGES (+) OU SURCOÛT (-) EN 2019 ET 2020

	2019	2020
Régime des travailleurs salariés	0,5	-4,3
Régime des travailleurs indépendants	0,2	0,6
Régime de l'assistance sociale	-1,2	-1,3

ENVELOPPE BRUTE EN 2019 ET 2020 APRÈS MARGES/ SURCOÛT ET RÉPARTITION ÉCONOMIE

	2019	2020
Régime des travailleurs salariés	230,3	562,6
Régime des travailleurs indépendants	36,9	83,4
Régime de l'assistance sociale	16,3	78,4
ENVELOPPE TOTALE	**283,5**	**724,4**

Après un contact avec le gouvernement le 27 mars 2019, le Groupe de 10 a retenu l'option B.

1.4 Facteurs contextuels

La loi relative au pacte de solidarité entre les générations précise en ses articles 5, § 2, et 72, § 2, que les Conseils et le Comité général de gestion doivent tenir compte dans leur avis de différents « facteurs contextuels », c'est-à-dire de l'évolution du taux d'emploi et de la nécessité d'obtenir un équilibre financier durable au sein de la sécurité sociale, et donc aussi être attentifs à la croissance économique, au phénomène du vieillissement, au rapport entre le nombre de bénéficiaires de prestations et le nombre de personnes actives et aux possibles pièges à l'emploi. Dans cette optique, la Commission mixte « Liaison au bien-être » a chargé les secrétariats du Conseil national du travail et du Conseil central de l'économie de rédiger un aperçu de ces facteurs, qui est repris en annexe 3.

2. Propositions de répartition de l'enveloppe financière 2019-2020

Les interlocuteurs sociaux ont élaboré les propositions suivantes d'affectation de l'enveloppe bien-être disponible pour 2019 et 2020 selon le scénario B. Ces propositions ont ensuite été soumises pour vérification aux différents parastataux et au Bureau fédéral du Plan. Les tableaux vérifiés sont repris en annexe 1.

Dans le cadre de la concrétisation des mesures, les Conseils et le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants (CGG) se sont efforcés de garantir la liaison des allocations au bien-être en tenant compte du principe d'assurance et de solidarité, de poursuivre la réduction de l'écart de pauvreté, ainsi que de proposer des solutions pour des situations problématiques spécifiques – en particulier la situation des familles monoparentales – sans créer dans ce cadre de nouveaux pièges à l'emploi et à l'inactivité. Les Conseils et le CGG ont également veillé à ne pas créer, par leurs mesures, de nouvelles différences entre le régime des travailleurs indépendants et le régime des travailleurs salariés.

Le présent avis décrit ci-après les propositions définitives de répartition de l'enveloppe bien-être accordée pour la période 2019-2020.

2.1 Régime des travailleurs salariés

Augmentation des allocations minimales

Dans le cadre de leurs efforts visant à poursuivre la réduction du taux de pauvreté des allocataires, les Conseils proposent comme principe général d'augmenter de 2,4112 % au 1er juillet 2019 les allocations minimales pour les branches des pensions (y compris la pension d'invalidité pour les ouvriers mineurs), de la maladie et de l'invalidité, des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Dans la même optique, le droit annuel minimum et le plafond du droit annuel minimum ainsi que les forfaits pour les vacances jeunes et les vacances seniors sont augmentés du même pourcentage au 1er janvier 2020 ; les forfaits pour les parents d'accueil sont augmentés du même pourcentage au 1er juillet 2019.

Les exceptions suivantes à ce principe général sont toutefois prévues :

- Les pensions minimales pour une carrière complète sont augmentées, au 1er juillet 2019, de 1 % en sus de l'augmentation de 1,4 % qu'elles ont déjà obtenue en deux phases. En effet, après que la différence entre la pension minimale pour une carrière complète et pour une carrière incomplète a été comblée en exécution du précédent avis sur la liaison au bien-être (CNT n° 2.023 / CCE 2017-0708), un nouvel écart a été créé le 1er janvier 2018 ; les pensions minimales pour une carrière complète ont alors été augmentées de 0,7 %. De plus, cet écart s'est encore accru cette année : le 1er mars 2019, les pensions minimales pour une carrière complète ont bénéficié d'une augmentation supplémentaire de 0,7 %. Selon le ministre des Pensions, cette différence encouragerait les gens à travailler plus longtemps. Les interlocuteurs sociaux déplorent que l'évolution différente des pensions minimales pour une carrière complète et pour une carrière incomplète ait été réintroduite par le gouvernement, en dépit de l'avis unanime qu'ils ont exprimé à plusieurs reprises. Ils soulignent que le critère utilisé par le ministre d'une carrière complète ne donne pas d'indication quant au nombre de périodes de travail réelles au cours de la carrière et n'est donc pas un moyen/levier permettant d'encourager à travailler plus longtemps. Ils estiment en outre que l'impact d'une carrière plus courte se traduit déjà suffisamment dans la pension minimale, du fait que le calcul se fait au prorata du nombre d'années de carrière. En outre, des augmentations de la pension minimale uniquement pour les personnes qui ont une carrière complète, excluent les personnes qui ont des périodes d'occupation très longues (mais pas une carrière complète). Ils insistent dès lors pour que les deux soient à nouveau alignées. Ils le font en augmentant les pensions pour une carrière complète de 1 % en sus de l'augmentation de 1,4 % que ces pensions ont déjà obtenue en deux phases depuis décembre 2017. Au total, cela donne une augmentation de 2,4112 % depuis décembre 2017 pour les pensions pour une carrière complète. Les pensions pour une carrière incomplète sont donc augmentées d'un même pourcentage de 2,4112 %. De la sorte, la pension minimale pour une carrière complète et la pension minimale pour une carrière incomplète sont réalignées.

- Étant donné que les minima pour travailleurs réguliers au sein de l'AMI (invalidité et incapacité de travail) pour chefs de famille et isolés sont liés à l'augmentation de la pension minimale pour travailleurs salariés avec une carrière complète, ces minima sont également relevés de 1 % au 1er juillet 2019, en sus de l'augmentation de 1,4 % qu'ils ont déjà obtenue en deux phases depuis décembre 2017. Au total, ces allocations obtiennent donc également une augmentation de 2,4112 %.

- Les minima pour travailleurs non réguliers au sein de l'AMI sont liés au revenu d'intégration. Tout comme pour le revenu d'intégration (voir ci-dessous), la catégorie sans charge de famille bénéficie, au 1er juillet 2019, d'une augmentation de son indemnité de 2 % et, au 1er janvier 2020, d'une augmentation supplémentaire, de sorte que ces indemnités soient, en 2020, au total, 3,25 % plus élevées qu'actuellement. Étant donné que les minima pour travailleurs non réguliers avec charge de famille ont déjà été augmentés de 3,4 % au 1er juillet 2018, les indemnités pour cette catégorie ne sont augmentées qu'au 1er janvier 2020, et ce, de 1,25 %.

- En raison du risque accru de pauvreté, un effort supplémentaire est réalisé pour certaines catégories de chômeurs en vue de combler l'écart de pauvreté. Dans cette optique, il est proposé d'augmenter les minima et forfaits pour le chômage complet, le RRC et l'allocation d'insertion au 1er juillet 2019 de la manière suivante :

  Chefs de famille et cohabitants privilégiés : + 3,5 % ;

  Isolés : + 2,4112 % ;

  Cohabitants : + 2 %.

  Les allocations pour les aidants proches sont également relevées de 2,4112 % au 1er juillet 2019.

  À partir du 1er janvier 2020, l'allocation d'insertion pour un isolé bénéficie d'une augmentation supplémentaire, de sorte que l'augmentation totale en 2020 s'élève à 3,25 % par rapport à la situation actuelle. L'objectif est d'éviter que ces allocations soient plus basses que l'allocation majorée du revenu d'intégration.

  En raison du relèvement des forfaits dans la dernière période d'indemnisation, la dégressivité de l'allocation de chômage au cours des périodes précédentes est lissée. Dans l'optique de ne pas créer, ce faisant, de nouveaux pièges à l'emploi, les Conseils proposent de neutraliser l'effet de cette augmentation en partant, pour le calcul de la dégressivité, du forfait précédent non majoré, sauf pour les minima des cohabitants.

  Toujours dans l'optique de lutter contre la pauvreté, il est proposé de relever, au 1er janvier 2020, les minima des cohabitants jusqu'au montant minimum prévu au code 39 pendant la première période de chômage.

  Pour les allocations de chômage temporaire, il est proposé d'appliquer une augmentation de 3,5 % au 1er juillet 2019. Il est ensuite proposé, dans une optique de simplification, de relever, au 1er janvier 2020, tous les minima pour le chômage temporaire jusqu'au montant minimum pour chefs de famille. Conformément à l'accord conclu au sein du comité de gestion de l'ONEM, cela ne peut pas être mis à la charge du FFE. Pour ce faire, l'intervention du FFE dans le chômage temporaire est réduite proportionnellement.

Allocations proportionnelles

En vue de garantir la liaison des allocations au bien-être et de conserver le principe d'assurance, les Conseils proposent d'augmenter de 0,7 % au 1er août 2019 toutes les allocations, à l'exclusion des minima, qui ont pris cours avant 2010, et ce, dans les branches de l'AMI, des accidents du travail et des maladies professionnelles, et de les faire bénéficier d'une augmentation supplémentaire au 1er janvier 2020 de sorte que l'augmentation totale en 2020 s'élève à 0,8% par rapport à la situation actuelle.

Dans la branche des pensions, les pensions, à l'exclusion des minima, qui ont pris cours avant 2010, sont augmentées de 0,785 % au 1er août 2019.

Récurrence

Dans le droit fil de la récurrence prévue dans les avis n^{os} 1.566, 1.673, 1.840, 1.935 et 2.023, les Conseils proposent d'augmenter de 2 % au 1er septembre 2019 et au 1er janvier 2020 les pensions qui, à ce moment-là, ont pris cours 5 ans auparavant.

Pour les indemnités d'invalidité, d'accidents du travail et de maladie professionnelle, il est prévu la même mesure que pour la branche des pensions, à savoir une augmentation de 2 % pour les indemnités qui, au 1er septembre 2019 et au 1er janvier 2020, ont pris cours 5 ans auparavant. Étant donné que, par le passé, les augmentations récurrentes pour ces branches n'ont été accordées que pour les indemnités ayant pris cours 6 ans auparavant, il est prévu que, dans ces branches, les indemnités ayant pris cours en 2013 obtiennent également une augmentation de 2 % au 1er septembre 2019.

Par ailleurs, la récurrence du relèvement de 2 % pour les allocations de pensions, d'invalidité, d'accidents du travail et de maladie professionnelle qui ont pris cours 15 ans auparavant doit être suspendue dans la réglementation.

Adaptation des plafonds de calcul

En vue de garantir la liaison au bien-être et de conserver le principe d'assurance au cours des deux prochaines années, les Conseils proposent de relever de 1,1 % au 1er janvier 2020 les plafonds de calcul pour les nouveaux cas dans les branches de la maladie et de l'invalidité, des accidents du travail et des maladies professionnelles, ce qui correspond à la norme salariale 2017-2018.

La compensation pour l'augmentation du plafond de calcul des indemnités d'accidents du travail (entreprises d'assurances privées) se fait de la même manière qu'auparavant, à savoir par une diminution de la cotisation pour les personnes handicapées.

Au niveau du chômage, les plafonds sont relevés tant pour les cas en cours que pour les nouveaux cas, sans que les cas en cours doivent introduire de demande à cet effet. L'augmentation s'élève ici aussi à 1,1 %. Pour les RCC (y compris les RCC à mi-temps), les plafonds de calcul sont relevés de 1 %. Le relèvement de ces plafonds prend cours au 1er septembre 2019, à l'exception du relèvement des plafonds pour les vacances seniors et les vacances jeunes, qui prend cours au 1er janvier 2020.

En vue de renforcer le principe d'assurance au niveau des pensions, il est proposé de relever le plafond de calcul des pensions de 1,7 % au 1er janvier 2020.

Augmentation des allocations pour congés thématiques pour les isolés qui s'occupent de leurs enfants

Les Conseils rappellent que, dans leur précédent avis sur la liaison au bien-être (CNT n° 2.023, CCE 2017-0708 DEF), en vue de lutter contre la pauvreté d'une part, et afin de permettre une meilleure combinaison entre travail et soins d'autre part, ils ont proposé d'augmenter de manière substantielle les allocations pour tous les congés thématiques (congé parental, congé d'assistance médicale, congé palliatif) pour les parents isolés qui interrompent ou réduisent leur carrière pour s'occuper de leurs enfants.

Cette proposition a été partiellement mise en œuvre par l'arrêté royal du 14 juin 2017, qui a relevé les allocations pour congé parental, congé d'assistance médicale et congé palliatif, mais à partir du 1er juin 2017 au lieu de la date proposée du 1er avril 2017, et ce, uniquement pour le secteur privé. Après une évaluation du coût de cette mesure dans l'avis n° 2.073, un certain nombre de propositions ont ensuite encore été formulées en vue d'affecter le solde qui avait été réservé à cet effet dans le précédent avis sur la liaison au bien-être (nouvelle notion d'enfant en situation de handicap dans le cadre du crédit-temps avec motif de soins, relèvement de l'allocation à temps partiel pour congés thématiques pour les isolés de 50 ans et plus jusqu'au niveau de celle des personnes de moins de 50 ans, nouveau relèvement de 14 % des allocations pour congés thématiques pour les parents isolés qui s'occupent de leur enfant). Les interlocuteurs sociaux insistent pour que les projets d'arrêtés royaux exécutant ces nouvelles mesures soient signés le plus rapidement possible.

Dans la même optique de lutte contre la pauvreté d'une part, et en vue de permettre une meilleure combinaison entre travail et soins d'autre part, les Conseils proposent de continuer à relever jusqu'au-dessus du seuil de pauvreté les allocations pour congés thématiques (congé parental, congé d'assistance médicale et congé palliatif) pour les parents isolés qui suspendent ou réduisent leur carrière pour s'occuper de leur enfant. Les Conseils affectent pour cette mesure, en vitesse de croisière, un budget de 444.092 euros. Avec ce montant, ils entendent accorder, au 1er janvier 2020, une augmentation supplémentaire de 4,5 % à toutes les allocations (nouvelles et en cours) pour congés thématiques pour les parents isolés qui réduisent ou interrompent leur carrière pour s'occuper de leur enfant, et ce, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. En vue d'éviter les pièges à l'inactivité, le précompte professionnel est relevé à 25 % à partir du 1er janvier 2020 pour tous les nouveaux cas d'interruptions d'1/5 pour les isolés. De la sorte, le prélèvement effectué correspond mieux à l'imposition finale et l'on évite que le revenu mensuel net d'une personne avec une allocation d'interruption d'1/5 soit supérieur au salaire mensuel en cas de travail à temps plein. Pour des raisons de simplicité fiscale, il est proposé d'augmenter le précompte professionnel pour tous les isolés qui bénéficient d'une allocation d'interruption d'1/5 pour congé thématique, quel que soit le motif.

Augmentation du pécule de vacances des pensionnés

Dans le droit fil des précédents avis sur la liaison au bien-être, les Conseils proposent d'augmenter le pécule de vacances des travailleurs salariés pensionnés de la manière suivante :

- au 1er mai 2019 : une augmentation de 3,7 % par rapport au montant actuel ;
- au 1er mai 2020 : une augmentation supplémentaire de 4,09 %, de sorte que l'augmentation totale du pécule de vacances en 2020 s'élève à 7,9 % par rapport au montant actuel.

Il ne peut pas y avoir dans ce cadre d'écrêtement du pécule de vacances au montant mensuel de la pension.

Augmentation de la prime de rattrapage après 1 ou 2 ans d'incapacité de travail

Les Conseils proposent d'augmenter la prime de rattrapage des travailleurs salariés qui sont en incapacité de travail depuis au moins 1 an (au 31 décembre de l'année précédente) de la manière suivante :

Un an d'incapacité de travail et moins de 2 ans d'incapacité de travail :

- avec charge de famille : augmentation de la prime de rattrapage de 50 euros en mai 2019 et, de manière additionnelle, de 50 euros en mai 2020 ;
- sans charge de famille : augmentation de la prime de rattrapage de 20 euros en mai 2019 et, de manière additionnelle, de 20 euros en mai 2020.

À partir de 2 ans d'incapacité de travail :

- avec charge de famille : augmentation de la prime de rattrapage de 50 euros en mai 2019 et, de manière additionnelle, de 55 euros en mai 2020 ;
- sans charge de famille : augmentation de la prime de rattrapage de 40 euros en mai 2019 et, de manière additionnelle, de 40 euros en mai 2020.

Augmentation de l'aide de tiers

L'aide de tiers est un montant forfaitaire de 22,28 euros par jour qui est octroyé aux travailleurs salariés et travailleurs indépendants qui reçoivent une indemnité de maladie ou d'invalidité et dépendent, pour des raisons de santé, de l'aide de tiers parce qu'ils éprouvent des difficultés à accomplir eux-mêmes des actes ordinaires de la vie quotidienne.

Étant donné que ces personnes nécessitant des soins importants méritent une attention particulière, les Conseils proposent d'augmenter le montant forfaitaire de l'aide de tiers de 5 % au 1er août 2019.

Diminution de la cotisation sociale en cas de cumul d'une pension et d'une indemnité d'accident du travail ou de maladie professionnelle

À partir du premier jour du mois à partir duquel un travailleur salarié avec un accident du travail ou une maladie professionnelle reçoit une pension de retraite ou de survie, l'indemnité pour accidents du travail et maladies professionnelles est plafonnée. Le pensionné ne reçoit alors plus qu'un montant mensuel forfaitaire qui est calculé sur la base du taux d'incapacité de travail.

Des cotisations personnelles sont perçues sur ce montant forfaitaire. Dans le droit fil des avis n^{os} 1.935 et 2.023, les Conseils proposent d'abaisser cette cotisation personnelle sur ces indemnités à 5,34 % à partir du 1er octobre 2019.

Relèvement des limites de revenus de la pension de survie en cas de cumul avec d'autres prestations sociales

Le cumul d'une pension de survie avec des prestations sociales est autorisé pendant douze mois (successifs ou non), mais la pension de survie peut être réduite, en application de l'article 64 septies de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Dans l'optique de réduire l'écart du risque de pauvreté, les Conseils proposent, en ce qui concerne la limite de revenus jusqu'à laquelle la pension de survie est réduite en cas de cumul avec d'autres prestations sociales, de la lier à nouveau, à partir du 1er juillet 2019, au montant de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA).

Remplacement du salaire forfaitaire par le droit annuel minimum

Dans le cadre du calcul de la pension, il est dans certains cas fait usage, lorsqu'aucun salaire de référence n'est disponible pour une année de revenus donnée, d'un salaire forfaitaire qui date de 1967. Les Conseils réservent un budget de 500.000 euros pour résoudre ce problème. Ils proposent que le comité de gestion du Service fédéral des Pensions se penche sur ce problème, qu'il vérifie quelles sont les options concrètes permettant de remplacer ce forfait par le droit annuel minimum et qu'il examine si des mesures similaires sont éventuellement possibles pour le même solde.

Rétablissement de l'ancien régime de l'AGR

Dans la branche du chômage, l'ancien régime de l'AGR est rétabli au 1er janvier 2020. Les chômeurs qui reprennent le travail à temps partiel perçoivent sous certaines conditions une allocation de garantie de revenus (AGR) de l'ONEM. Leur revenu total est ainsi au moins égal à l'allocation de chômage qu'ils percevaient auparavant. Depuis le 1er janvier 2015, l'AGR est calculée sur la base de la composition du ménage. Les Conseils et le CGG proposent de rétablir l'ancien régime de l'AGR. Cela implique concrètement que le supplément horaire pour les isolés et les cohabitants est porté au niveau du supplément horaire pour les travailleurs salariés avec revenu unique et charge de famille.

2.2 Régime des travailleurs indépendants

Conformément au mandat qui a été donné par le président du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, les mesures suivantes sont proposées pour le régime des travailleurs indépendants.

Augmentation des allocations minimales et des forfaits

Dans le régime des travailleurs indépendants également, dans l'optique de continuer à réduire le taux de pauvreté des allocataires, les minima et forfaits dans la branche des pensions et les forfaits dans l'AMI (incapacité de travail et invalidité) sont augmentés de 2,4112 % au 1er juillet 2019.

Pour les mêmes raisons que dans le régime des travailleurs salariés, il y est dérogé pour les pensions minimales pour carrière complète et les forfaits au niveau de l'AMI pour les isolés et les personnes avec charge de famille. Ces montants sont augmentés de 1 % au 1er juillet 2019. Cette augmentation s'ajoute aux augmentations que ces groupes ont obtenues précédemment, de sorte que l'augmentation totale de ces allocations s'élève également à 2,4112 %.

Étant donné que, dans le régime des travailleurs indépendants, les forfaits pour le droit passerelle et les aidants proches sont liés à l'augmentation de la pension minimale pour une carrière complète pour chefs de famille et isolés, ils sont augmentés de 1 % au 1er juillet 2019.

Les forfaits de l'aide à la maternité, du congé d'adoption et du congé parental d'accueil pour les travailleurs indépendants sont également relevés de 1 % au 1er juillet 2019.

Allocations proportionnelles

Tout comme dans le régime des travailleurs salariés, le principe d'assurance est préservé par l'augmentation de 0,785 %, à partir du 1er août 2019, des pensions proportionnelles (à l'exclusion des minima) ayant pris cours avant 2010.

Récurrence

Parallèlement au régime des travailleurs salariés, au 1er septembre 2019 et au 1er janvier 2020, les pensions qui, à ce moment-là, ont pris cours 5 ans auparavant, sont augmentées de 2 %.

Aide de tiers

Pour les mêmes raisons que dans le régime des travailleurs salariés, l'aide de tiers est augmentée de 5 % au 1er août 2019 dans le régime des travailleurs indépendants.

Prime de rattrapage

La prime de rattrapage pour les travailleurs indépendants qui sont en incapacité de travail depuis au moins 1 an est relevée de 8,25 euros au 1er mai 2019 et, de manière additionnelle, de 46,55 euros au 1er mai 2020.

Cumul d'une pension de survie et d'une allocation : augmentation du plafond

Par analogie avec le régime des travailleurs salariés, la limite de revenus jusqu'à laquelle la pension de survie est réduite en cas de cumul avec d'autres prestations sociales, est à nouveau liée, à partir du 1er juillet 2019, au montant de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA).

Réforme du coefficient de correction

Les différents coefficients de correction pour le calcul des pensions des travailleurs indépendants sont transformés en un coefficient unique de 69,154 % pour les années de carrière à partir de l'année 2020.

2.3 Régime de l'assistance sociale

Les Conseils et le Comité général de gestion rappellent que, dans le cadre du prélèvement anticipé sur l'enveloppe bien-être, le gouvernement a déjà accordé un certain nombre d'augmentations à l'assistance sociale au 1er juillet 2018. Le revenu d'intégration et l'ARR pour chefs de famille ont été relevés de 3,4 % et l'allocation GRAPA/RGPA a été relevée de 1,2 %.

En conséquence, les Conseils et le Comité général de gestion proposent d'affecter l'enveloppe restante pour l'assistance sociale de la manière suivante :

- Revenu d'intégration et ARR :
  - Les cohabitants et isolés bénéficient, au 1er juillet 2019, d'une augmentation de 2 % et, au 1er janvier 2020, d'une augmentation supplémentaire de sorte que l'augmentation totale en 2020 s'élève à 3,25 % par rapport au montant actuel ;
  - Les chefs de famille bénéficient, au 1er janvier 2020, d'une augmentation de 1,25 % en sus de l'augmentation de 3,4 % que ces allocations ont déjà obtenue au 1er juillet 2018 ;
- Les allocations GRAPA/RGPA bénéficient, au 1er juillet 2019, d'une augmentation de 0,3 % et, au 1er janvier 2020, d'une augmentation supplémentaire, de sorte que l'augmentation totale en 2020 s'élève à 1,2 % par rapport à la situation actuelle. Cela s'ajoute à nouveau à l'augmentation de 1,2 % que ces allocations ont déjà reçue au 1er juillet 2018.

2.4 Neutralisation des limites de revenus

Les Conseils et le Comité général de gestion sont d'avis qu'il faut veiller, dans le cadre de l'exécution du présent avis sur la liaison au bien-être, à ce que la liaison au bien-être accordée ne soit pas écrêtée, mais neutralisée lors de l'octroi des avantages sociaux, y compris les avantages sociaux au niveau des entités fédérées. Au sein du CNT et du CCE, des solutions techniques sont recherchées de sorte qu'il n'y ait pas d'écrêtement, mais une neutralisation par le biais de la fiscalité, et qu'il n'y ait pas d'impact sur les prestations qui ne sont pas adaptées au bien-être. Ils insistent dès lors pour que les dispositions nécessaires soient prises à cet effet.

* * *

Les Conseils et le Comité général de gestion insistent auprès du gouvernement et du Parlement pour qu'ils exécutent correctement l'ensemble des mesures prévues dans le présent avis unanime, comme le gouvernement s'y est engagé lors de son contact avec le Groupe des 10 le 27 mars 2019. Par ailleurs, les Conseils et le Comité général de gestion demandent que l'ensemble de leurs propositions soit traduit le plus rapidement possible dans la législation et la réglementation, de sorte que toutes les administrations et institutions d'exécution concernées puissent prendre, d'ici les dates prévues d'entrée en vigueur, les dispositions administratives et pratiques nécessaires, telles que, par exemple, l'adaptation des applications informatiques.

3. Annexes

3.1 Annexe 1 : Tableaux vérifiés avec coût des mesures

3.1.1 Régime des travailleurs salariés

Indemnités AMI

INDEMNITÉS AMI		OPTION B	
	date d'entrée en vigueur	**2019**	**2020**
Augmentation minima travailleurs réguliers			
IT primaire			
- Avec charge de famille (+1 %)	1/07/2019	301.809	603.916
- Isolé (+1 %)	1/07/2019	111.701	223.513
- Cohabitant (+2,4112%)	1/07/2019	214.458	429.128
Invalidité			
- Avec charge de famille (+1 %)	1/07/2019	5.119.140	10.667.730
- Isolé (+1 %)	1/07/2019	4.097.633	8.539.020
- Cohabitant (+2,4112%)	1/07/2019	13.216.590	27.541.933
Augmentation minima travailleurs non réguliers			
IT primaire			
- Avec charge de famille (+1,25 %en 2020)	1/01/2020		235.044
- Sans charge (+2 % en 2019 et augmentation supplémentaire en 2020 de sorte que l'augmentation totale en 2020 s'élève à 3,25% par rapport à la situation actuelle.)	1/07/2019 et 1/1/2020	428.151	1.392.541
Invalidité			
- Avec charge de famille (+1,25 % en 2020)	1/01/2020		3.104.064
- Sans charge (+2 % en 2019 et augmentation supplémentaire en 2020 de sorte que l'augmentation totale en 2020 s'élève à 3,25% par rapport à la situation actuelle.)	1/07/2019 et 1/1/2020	6.759.969	22.896.370
Aide de tiers (+5 %)	1/08/2019	2.648.400	6.604.660
Augmentation forfaits ouvriers mineurs (+2,4112%)	1/07/2019	9.223	18.065
Augmentation plafond AMI (+1,1 %)	1/01/2020		2.122.474
Prime de rattrapage			
2019			
- 1 an IT avec charge de famille (+50 euros)	1/05/2019	617.351	639.113
- 1 an IT sans charge de famille (+20 euros)	1/05/2019	740.821	766.936
- à partir de 2 ans IT avec charge de famille (+50 euros)	1/05/2019	4.191.034	4.338.771
- à partir de 2 ans IT sans charge de famille (+40 euros)	1/05/2019	9.701.568	10.043.555
2020			
- 1 an IT avec charge de famille (+50 euros)	1/05/2020		639.113
- 1 an IT sans charge de famille (+20 euros)	1/05/2020		766.936
- à partir de 2 ans IT avec charge de famille (+55 euros)	1/05/2020		4.772.648
- à partir de 2 ans IT sans charge de famille (+40 euros)	1/05/2020		10.043.555
Cohortes			
cohorte 2013, 6 ans IT - à l'exclusion des minima (+2 %)	1/09/2019	1.249.800	3.540.195
cohorte 2014, 5 ans IT - à l'exclusion des minima (+2 %)	1/09/2019	1.453.870	4.116.666
cohorte 2015, 5 ans IT - à l'exclusion des minima (+2 %)	1/01/2020		4.403.105
Augmentation des indemnités AMI (à l'exclusion des minima)			
+0,7 %en 2019 pour les indemnités ayant pris cours avant 2010 plus +0,0993 %en 2020 (de sorte que total de 0,8%en plus en 2020)	1/08/2019 et 1/1/2020	2.177.343	5.467.650
Total		**53.038.860**	**133.916.700**

Pensions

PENSIONS		OPTION B	
	date d'entrée en vigueur	**2019**	**2020**
Augmentation minima			
minima carrière complète (+1 %)	1/07/2019	17.197.200	35.186.623
minima carrière incomplète (+2,4112 %)	1/07/2019	23.774.810	49.091.100
Augmentation plafonds			
augmentation de 1,7 %	1/01/2020		20.361
droit minimum par année de carière			
plafond droit minimum par année de carrière (+2,4112 %)	1/01/2020		733.438
droit minimum par année de carrière (+2,4112 %)	1/01/2020		1.467.219
pensions proportionelles ayant pris cours avant 2010, à l'exclusion des minima (+0,785%)	1/08/2019	39.586.169	97.584.743
récurrence			
cohorte 2014, 5 ans, à l'exclusion des minima (2%)	1/09/2019	7.018.902	21.628.063
cohorte 2015, 5 ans, à l'exclusion des minima (2%)	1/01/2020		24.186.566
pécule de vacances augmentation, exprimée en pourcentage, du pécule de vacances en 2019 et 2020 (sans écrêtement) de sorte qu'en 2020 le pécule de vacances soit de 7,9 %supérieur au montant actuel	1/5/2019 et 1/5/2020	43.509.121	93.233.831
Réparation limitation pension de survie en cas de cumul avec allocations sociales (à partir du 1er juillet 2019 lien avec l'évolution du montant de la GRAPA qui est à ce moment-là relevé de 1,2 %)	1/07/2019	16.576	53.035
Remplacement salaires forfaitaires par droit annuel minimum - à étudier au sein du comité de gestion du SFP pour ce qui concerne les options concrètes, ainsi que les éventuelles mesures similaires supplémentaires en cas de solde			500.000
Total		**131.102.778**	**323.684.979**

Chômage

CHÔMAGE	OPTION B		
	date d'entrée en vigueur	**2019**	**2020**
Augmentation minima et forfaits*			
Chômeurs complets			
Chefs de famille (+3,5 %)	1/07/2019	17.910.876	34.817.647
Isolés (+2,4112%)	1/07/2019	7.129.224	13.721.823
Cohabitants, à l'exclusion des cohabitants privilégiés (+2 %)	1/07/2019	4.294.436	8.281.990
Cohabitants privilégiés (+3,5 %)	1/07/2019	107.813	209.166
Catégorie résiduelle (y compris aidants proches) (+2,4112 %)	1/07/2019	38.723	86.963
Chômeurs temporaires (+3,5 %)	1/07/2019	84.690	165.330
Chômeurs avec complément d'entreprise			
Chefs de famille (+3,5 %)	1/07/2019	22.527	38.895
Isolés (+2,4112 %)	1/07/2019	24.099	39.558
Cohabitants (+2 %)	1/07/2019	1.479	1.618
Vacances jeunes (+2,4112 %)	1/01/2020		3.017
Vacances seniors (+2,4112 %)	1/01/2020		347
Parents d'accueil (+2,4112 %)	1/07/2019	37.130	74.259
Après études, chômeurs complets			
Chefs de famille (+3,5 %)	1/07/2019	3.457.622	6.785.330
Isolés (+2,4112 % en 2019 plus 0,8191 % en 2020 (de sorte que total de 3,25 % en plus en 2020)	1/07/2019 et 1/1/2020	1.228.160	3.244.384
Cohabitants (+2 %)	1/07/2019	1.118.669	2.193.307
Cohabitants privilégiés (+3,5 %)	1/07/2019	21.774	42.691
Augmentation allocations congés thématiques parents isolés qui s'occupent de leur enfant (+4,5 %)	1/01/2020		444.092
Augmentation plafonds de calcul			
Chômage complet + catégorie spéciale (+1,1 %)	1/09/2019	2.702.282	8.106.845
RCC (+1 %)	1/09/2019	2.588.642	7.765.926
Chômage temporaire (+1,1 %)	1/09/2019	538.566	1.615.699
Vacances seniors et vacances jeunes (+1,1 %)	1/01/2020		35.857
Relèvement minima chômeurs cohabitants jusqu'au minimum code 39 pendant première période	1/01/2020		140.842
Simplification chômage temporaire (relever minima pour toutes les catégories familiales jusqu'au minimum chefs de famille)**	1/01/2020		2.266.427
Rétablissement ancien régime AGR	1/01/2020		2.442.240
Total		**41.306.713**	**92.524.255**

* En raison du relèvement des forfaits dans la dernière période d'indemnisation, la dégressivité de l'allocation de chômage au cours des périodes précédentes est lissée. Dans l'optique de ne pas créer, ce faisant, de nouveaux pièges à l'emploi, les Conseils proposent de neutraliser l'effet de cette augmentation en partant, pour la calcul de la dégressivité, du forfait précédent non majoré, sauf pour les minima des cohabitants.

** Conformément à l'accord conclu au sein du comité de gestion de l'ONEM, cela ne peut pas être mis à la charge du FFE. À cet effet, l'intervention du FFE dans le chômage temporaire est réduite proportionnellement.

Accidents du travail

ACCIDENTS DU TRAVAIL	OPTION B		
	date d'entrée en vigueur	**2019**	**2020**
Minima et forfaits (+2,4112 %)	1/07/2019	1.394.067	2.788.133
Plafonds (pour nouveaux cas) (+1,1 %)*	1/01/2020		170.659
Récurrence			
cohorte 2013, 6 ans, à l'exclusion des minima (+2 %)	1/09/2019	76.566	229.699
cohorte 2014, 5 ans, à l'exclusion des minima (+2 %)	1/09/2019	67.671	203.012
cohorte 2015, 5 ans, à l'exclusion des minima (+2 %)	1/01/2020		214.330
Rentes et autres indemnités			
+0,7 % en 2019 pour les indemnités ayant pris cours avant 2010 plus 0,0993 % en 2020 (de sorte que total de 0,8% en plus en 2020)	1/08/2019 et 1/1/2020	587.888	1.612.492
Abaissement cotisation sécu après retraite à 5,34 %	1/10/2019	353.123	1.412.492
Total		**2.479.314**	**6.630.818**

* calcul séparé par les assureurs AT et compensation du coût par diminution cotisation pour personnes handicapées

Maladies professionnelles

MALADIES PROFESSIONNELLES	OPTION B		
	date d'entrée en vigueur	**2019**	**2020**
Minima et forfaits (+2,4112 %)	1/07/2019	1.792.088	3.537.003
Plafonds (pour nouveaux cas) (+1,1 %)	1/01/2020		46.118
Récurrence			
cohorte 2013, 6 ans, à l'exclusion des minima (+2 %)	1/09/2019	18.316	52.751
cohorte 2014, 5 ans, à l'exclusion des minima (+2 %)	1/09/2019	17.926	51.628
cohorte 2015, 5 ans, à l'exclusion des minima (+2%)	1/01/2020		50.000
Rentes et autres indemnités			
+0,7 % en 2019 pour les indemnités ayant pris cours avant 2010 plus 0,0993 % en 2020 (de sorte que total de 0,8% en plus en 2020)	1/08/2019 et 1/1/2020	138.104	363.649
Abaissement cotisation sécu après retraite à 5,34 %	1/10/2019	438.292	1.735.636
Total		**2.404.726**	**5.836.784**

Total

TOTAL DES BRANCHES	2019	2020
Dépense totale (option B)	**230.332.391**	**562.593.537**
Enveloppe totale (option B)	**230.300.000**	**562.600.000**
Excédent enveloppe (option B)	**-32.391**	**6.463**

3.1.2 Travailleurs indépendants

		Scénario B	
PENSIONS	**Date d'entrée en vigueur**	**2019**	**2020**
Augmentation minima			
- carrière complète (+1%)	1/07/2019	5.160.000	10.420.000
- carrière incomplète (+2,4112%)	1/07/2019	26.075.584	52.748.427
Pensions proportionnelles*			
- ayant pris cours avant 2010 (+0,785%)	1/08/2019	960.884	2.167.434
Récurrence*			
- de la cohorte 2014, 5 ans, à l'excl. minima (+2%)	1/09/2019	291.556	898.402
- de la cohorte 2015, 5 ans, à l'excl. minima (+2%)	1/01/2020		1.118.217
Pension forfaitaire (+2,4112%)	1/07/2019	16.748	59.453
Cumul pension de survie - allocation			
- relèvement plafond	1/07/2019	2.628	8.408
Réforme coefficient de correction	1/01/2020	–	5.999.983
Sous-total		**32.507.401**	**73.420.324**
MALADIE ET INVALIDITÉ			
Augmentation minima (forfaits)			
IT primaire			
- avec charge de famille (+ 1%)	1/07/2019	180.570	365.154
- isolé (+1%)	1/07/2019	118.292	239.266
- cohabitant (+ 2,4112%)	1/07/2019	527.083	1.067.966
Invalidité - Avec arrêt			
- avec charge de famille (+ 1%)	1/07/2019	474.729	966.668
- isolé (+1%)	1/07/2019	388.707	794.010
- cohabitant (+2,4112%)	1/07/2019	1.390.367	2.855.126
Invalidité - Sans arrêt			
- avec charge de famille (+ 1%)	1/07/2019	178.343	363.284
- isolé (+1%)	1/07/2019	111.113	226.938
- cohabitant (+ 2,4112%)	1/07/2019	395.920	812.796
Aide de tiers (+5%)	1/08/2019	210.713	516.875
Prime de rattrapage			
- +8,25 EUR	1/05/2019	194.613	—
- +46,55 EUR	1/05/2020	—	1.316.792
Congé parental			
- Allocation de maternité (+1%)	1/07/2019	181.371	372.336
- Allocation d'adoption (+1%)	1/07/2019	552	1.130
- Congé parental d'accueil (+1%)	1/07/2019	5.805	11.609
Sous-total		**4.358.176**	**9.909.951**
DROIT PASSERELLE			
- Forfait (+1%)	1/07/2019	25.576	51.152
Sous-total	**1/07/2019**	**25.576**	**51.152**
AIDANTS PROCHES			
- Forfait (+1%)	1/07/2019	8.788	17.576
Sous-total	**1/07/2019**	**8.788**	**17.576**
DÉPENSE TOTALE		**36.899.941**	**83.399.004**
ENVELOPPE TOTALE		**36.900.000**	**83.400.000**
EXCEDENT ENVELOPPE		**59**	**996**

*Minima exclus

3.1.3 Assistance sociale

Coût (en millions d'euros)

	date d'entrée en vigueur	2019	2020
Revenu d'intégration et équivalent du revenu d'intégration - pour catégorie 1 et 2 : +2 %au 1er juillet 2019 plus +1,225 %au 1er janvier 2020 de sorte que total de +3,25 %en 2020 - pour catégorie 3 : +1,25 %au 1er janvier 2020	1/07/2019 et 1/1/2020	8,1	33,2
ARR - pour catégorie 1 et 2 : +2 %au 1er juillet 2019 plus +1,225 %au 1er juillet 2020 de sorte que total de +3,25 %en 2020 - pour catégorie 3 : +1,25 %au 1er janvier 2020	1/07/2019 et 1/1/2020	6,6	29,3
GRAPA et RGPA (+0,3 %en 2019 plus 0,8973 %de sorte que total de +1,2%en 2020)	1/07/2019 et 1/1/2020	2,0	16,0
Dépense totale		**16,7**	**78,4**
Enveloppe totale (option B)		**16,3**	**78,4**
Excédent enveloppe (option B)		**-0,4**	**0,0**

*vérification par le Bureau fédéral du Plan

3.2 Annexe 2 : Rapport fédéral du Bureau du Plan

REP-ENVBIENETRE_11790

Federaal Planbureau
Economische analyses en vooruitzichten

Bureau fédéral du Plan
Analyses et prévisions économiques

Welvaartsenveloppes 2019-2020 in de sociale zekerheids- en bijstandsregelingen

Studie op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid

Enveloppes bien-être 2019-2020 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale

Etude à la demande de la Commission mixte liaison au bien-être

Oktober - Octobre 2018

Greet De Vil, Raphaël Desmet, Nicole Fasquelle, Guy Van Camp, Saskia Weemaes

Kunstlaan 47-49
1000 Brussel

Avenue des Arts 47-49
1000 Bruxelles

e-mail: contact@plan.be
http://www.plan.be

Federaal Planbureau

Het Federaal Planbureau (FPB) is een instelling van openbaar nut.

Het FPB voert beleidsrelevant onderzoek uit op economisch, sociaal-economisch vlak en op het vlak van leefmilieu. Hiertoe verzamelt en analyseert het FPB gegevens, onderzoekt het aanneembare toekomstscenario's, identificeert het alternatieven, beoordeelt het de gevolgen van beleidsbeslissingen en formuleert het voorstellen.

Het stelt zijn wetenschappelijke expertise onder meer ter beschikking van de regering, het Parlement, de sociale gesprekspartners, nationale en internationale instellingen. Het FPB zorgt voor een ruime verspreiding van zijn werkzaamheden. De resultaten van zijn onderzoek worden ter kennis gebracht van de gemeenschap en dragen zo bij tot het democratisch debat.

Het Federaal Planbureau is EMAS en Ecodynamische Onderneming (drie sterren) gecertificeerd voor zijn milieubeheer.

url: http://www.plan.be
e-mail: contact@plan.be

Overname wordt toegestaan, behalve voor handelsdoeleinden, mits bronvermelding.

Verantwoordelijke uitgever: Philippe Donnay

Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public.

Le BFP réalise des études sur les questions de politique économique, socio-économique et environnementale. À cette fin, le BFP rassemble et analyse des données, explore les évolutions plausibles, identifie des alternatives, évalue les conséquences des politiques et formule des propositions.

Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du parlement, des interlocuteurs sociaux, ainsi que des institutions nationales et internationales. Le BFP assure à ses travaux une large diffusion. Les résultats de ses recherches sont portés à la connaissance de la collectivité et contribuent au débat démocratique.

Le Bureau fédéral du Plan est certifié EMAS et Entreprise Écodynamique (trois étoiles) pour sa gestion environnementale.

url : http://www.plan.be
e-mail : contact@plan.be

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Éditeur responsable : Philippe Donnay

Federaal Planbureau
Kunstlaan 47-49, 1000 Brussel
tel.: +32-2-5077311
fax: +32-2-5077373
e-mail: contact@plan.be
http://www.plan.be

Bureau fédéral du Plan
Avenue des Arts 47-49, 1000 Bruxelles
tél. : +32-2-5077311
fax : +32-2-5077373
e-mail : contact@plan.be
http://www.plan.be

Enveloppes bien-être 2019-2020 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale

Welvaartsenveloppes 2019-2020 in de sociale zekerheids- en bijstandsregelingen

Oktober – Octobre 2018

Greet De Vil, Raphaël Desmet, Nicole Fasquelle, Guy Van Camp, Saskia Weemaes

Inhoudstafel - Table des matières

Inleiding **1**

1. Bruto welvaartsenveloppe 2019-2020 ..... **2**

1.2. Bruto enveloppe 2019-2020 in de werknemersregeling 3

1.2.1. Globaal 3

1.2.2. Naar tak Pensioenen 3

1.2.3. Naar tak ZIV-uitkeringen 4

1.2.4. Naar tak werkloosheid 5

1.2.5. Naar tak arbeidsongevallen 5

1.2.6. Naar tak beroepsziekten 5

1.3. Bruto enveloppe 2019-2020 in de zelfstandigenregeling 6

1.3.1. Globaal 6

1.3.2. Naar tak pensioenen 6

1.3.3. Naar tak ZIV-uitkeringen 6

1.3.4. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht 6

1.4. Bruto enveloppe 2019-2020 in de bijstandsregeling 7

2. Meerkosten of marges in 2019-2020 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2017-2018 ..... **8**

2.1. In de werknemersregeling 10

2.1.1. Globaal 10

2.1.2. Naar tak pensioenen 11

2.1.3. Naar tak ZIV-uitkeringen 12

2.1.4. Naar tak werkloosheid 15

2.1.5. Naar tak arbeidsongevallen 16

2.1.6. Naar tak beroepsziekten 16

2.2. In de zelfstandigenregeling 17

2.2.1. Globaal 17

2.2.3. Naar tak pensioenen 18

2.2.4. Naar tak ZIV-uitkeringen 19

2.2.5. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht 20

2.3. In de bijstandsregeling 21

Inleiding

De wet van 23 december 2005 met betrekking tot het Generatiepact [1] installeert een structureel mechanisme van welvaartsbinding van uitkeringen in de werknemers-, zelfstandigen- en bijstandsregeling[2]. De wet voorziet een procedure in drie stappen. In een eerste fase wordt tweejaarlijks de grootte van de "beschikbare" welvaartsenveloppe per regeling berekend. In een tweede fase wordt door de gemengde commissie welvaartsvastheid een advies opgesteld met betrekking tot de invulling van de beschikbare enveloppen. Concreet gaat het om voorstellen van aanpassingen van uitkeringen, berekeningsplafonds of inkomensdrempels waarbij rekening gehouden wordt met ontwikkelingen inzake economische groei, werkgelegenheidsgraad, duurzaam financieel evenwicht in sociale zekerheid en bijstand, vergrijzing, inactiviteitsvallen, ... Vanaf de enveloppe 2011-2012 dient het advies ook rekening te houden met de eventuele meerkosten of marges (minderkosten) veroorzaakt door de beslissingen met betrekking tot de voorgaande tweejaarlijkse periode. Bovendien heeft de Programmawet van 29 december 2014 de kinderbijslagen uit de berekeningsbasis van de welvaartsenveloppe gehaald, zowel bij de werknemers- als bij de zelfstandigenregeling. In een derde fase beslist de regering over de concrete maatregelen. Indien zij hierbij afwijkt van het advies van de sociale partners, dient dat uitdrukkelijk gemotiveerd te worden.

Op vraag van de gemengde commissie welvaartsvastheid (CRB/NAR) heeft het FPB berekeningen uitgevoerd in het kader van de welvaartsenveloppes 2019-2020, samengevat in dit rapport. In een eerste deel wordt de door het FPB geraamde bruto enveloppe 2019-2020 in de werknemers-, zelfstandigen- en bijstandsregeling voorgesteld. Dit is de welvaartsenveloppe die gebaseerd is op de parameters zoals voorzien in het Generatiepact, zonder rekening te houden met eventuele meerkosten of marges veroorzaakt door maatregelen in het kader van de voorgaande tweejaarlijkse enveloppe. Deze enveloppe houdt ook geen rekening met het bedrag van 80 miljoen dat bij de begrotingsopmaak 2018 door de regering voorafgenomen werd uit de welvaartsenveloppe 2019 in het kader van de strijd tegen armoede. Vervolgens berekende het FPB de marges of meerkosten in 2019-2020 van de genomen maatregelen in 2017-2018 in het kader van de welvaartsenveloppes 2017-2018. Deze resultaten zijn opgenomen in deel 2.

[1] Artikel 5 en 6, artikel 72 en 73.

[2] Hoofdstuk IV van de programmawet van 27 december 2006 voegt artikel 73bis en 73ter toe aan de wet op het Generatiepact waardoor ook de bijstandsregelingen opgenomen worden.

1. Bruto welvaartsenveloppe 2019-2020

De bruto enveloppe[3] wordt berekend op basis van de wettelijke parameters voorzien in de wet op het Generatiepact. De wet voorziet dat de enveloppe in de werknemers- en in de zelfstandigenregeling minimaal[4] moet overeenstemmen met de geraamde uitgaven van:

- een jaarlijkse welvaartsaanpassing van 1% voor minima en forfaitaire uitkeringen;
- een jaarlijkse verhoging met 1,25% van de grenzen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de inkomensvervangende uitkeringen en, in de pensioenregeling van werknemers, van het minimumrecht per loopbaanjaar;
- een jaarlijkse welvaartsaanpassing met 0,5% voor alle inkomensvervangende sociale uitkeringen, met uitzondering van de forfaitaire uitkeringen.

Voor de bijstand dient de enveloppe minimaal overeen te stemmen met de som van de geraamde uitgaven van een jaarlijkse welvaartsaanpassing van 1% van het leefloon, het equivalent leefloon, de inkomensvervangende tegemoetkoming aan personen met een handicap (IVT), de inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden (GIB).

De bruto enveloppes voor de tweejaarlijkse periode 2019-2020 worden geraamd op basis van de Economische Vooruitzichten van het Federaal Planbureau (versie van juni 2018) en waar mogelijk werden actualisaties doorgevoerd aan de hand van nieuwe informatie van de administraties. Hierna worden de verschillende enveloppes per regeling voorgesteld en onderverdeeld naar tak binnen elke regeling (bedragen in miljoen euro aan de index 105,1 (basis 2013=100); dit is de spilindex van toepassing op de sociale uitkeringen vanaf september 2018).

[3] De term "bruto" wijst op het feit dat er geen rekening is gehouden met eventuele meerkosten of marges die kunnen ontstaan door beslissingen in het kader van de voorgaande tweejaarlijkse enveloppe (zie deel 2). Evenzo werd er geen rekening gehouden met het bedrag van 80 miljoen euro dat door de regering voorafgenomen wordt uit de welvaartsenveloppe 2019 in het kader van de strijd tegen armoede.

[4] Merk op dat de regering kan afwijken van het gezamenlijk advies van de CRB en de NAR betreffende de verdeling en de omvang van de financiële middelen bepaald overeenkomstig de wet op het generatiepact, mits uitdrukkelijke motivatie.

1.2. Bruto enveloppe 2019-2020 in de werknemersregeling

1.2.1. Globaal

Tabel 1 **Raming van de bruto enveloppe 2019-2020 in de werknemersregeling**
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020	2019	2020
	MET VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN		ZONDER VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN	
Pensioenen	161,5	328,8	155,2	315,9
ZIV-uitkeringen	66,4	132,8	66,4	132,8
Werkloosheid	50,8	95,9	50,8	95,9
Beroepsziekten	1,9	3,8	1,9	3,8
Arbeidsongevallen	2,9	5,6	2,9	5,6
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**283,5**	**566,9**	**277,2**	**554,0**

In bovenstaande tabel worden er twee versies van de enveloppe in de werknemersregeling voorgesteld. Enerzijds een bruto enveloppe die rekening houdt met een verhoging van het vakantiegeld voor gepensioneerden conform de verhoging van de niet-minima, namelijk met 0,5%. Anderzijds een enveloppe die geen rekening houdt met de uitgaven voor het vakantiegeld.

1.2.2. Naar tak Pensioenen

Tabel 2 **Pensioenen**
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020	2019	2020
	MET VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN*		ZONDER VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN	
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	51,1	104,3	51,1	104,3
Minimumrecht per loopbaanjaar 1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0,7	2,9	0,7	2,9
Plafond 1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0,0	0,1	0,0	0,1
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2019 en 1.1.2020	109,7	221,5	103,4	208,6
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**161,5**	**328,8**	**155,2**	**315,9**

* De uitgaven voor vakantiegeld worden verhoogd zoals de verhoging van de niet-minima, namelijk met 0,5%

Bovenstaande tabel geeft de opsplitsing naar parameter van de bruto enveloppe 2019-2020 in de tak pensioenen. Opnieuw worden er twee versies van de enveloppe voorgesteld: enerzijds met vakantiegeld en anderzijds zonder vakantiegeld. Het vakantiegeld wordt verhoogd met 0,5% conform de "welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen" en is in deze lijn van bovenstaande tabel terug te vinden.

1.2.3. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 3 TOTAAL ZIV-UITKERINGEN
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	43,4	91,1
Plafond 1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	2,5	6,7
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2019 en 1.1.2020	20,4	35,1
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**66,4**	**132,8**

Onderstaande tabellen splitst de enveloppe voor ZIV-uitkeringen op tussen primaire arbeidsongeschiktheid, moederschapsrust en invaliditeit.

Tabel 4 ZIV-uitkeringen: deel primaire ongeschiktheid
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	1,6	3,4
Plafond 1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	1,6	4,2
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2019 en 1.1.2020	7,8	10,9
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**11,1**	**18,4**

Tabel 5 ZIV-uitkeringen: deel moederschapsrust
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2019 en 1.1.2020		
Plafond 1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0,5	1,2
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2019 en 1.1.2020	3	4
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**3,5**	**5,2**

Tabel 6 ZIV-uitkeringen: deel invaliditeit
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	41,8	87,7
Plafond 1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0,4	1,3
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2019 en 1.1.2020	9,6	20,2
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**51,8**	**109,2**

1.2.4. Naar tak werkloosheid

Tabel 7 **Werkloosheid**
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	31,6	60,8
Plafond 1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	3,4	9,2
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2019 en 1.1.2020	15,7	25,9
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**50,8**	**95,9**

1.2.5. Naar tak arbeidsongevallen

Tabel 8 **Arbeidsongevallen**
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	1,3	2,6
Plafond 1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0,1	0,2
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2019 en 1.1.2020	1,4	2,8
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**2,9**	**5,6**

Sinds 2012 zijn de welvaartsaanpassingen voor de vergoedingen ten laste van het Fonds voor Arbeidsongevallen, ook deze voor de uitkeringen die betaald worden door de verzekeringsmaatschappijen. Daarom wordt voortaan geen opdeling meer gemaakt tussen het FAO en de verzekeringsmaatschappijen. De verhoging van het plafond daarentegen is wel ten laste van de verzekeraars. Aangezien zij bij de toekenning van een verhoging van het plafond reserves dienen aan te leggen, dient de berekening voor de verzekeraars gemaakt te worden in kapitalisatie, terwijl de enveloppe berekend wordt in repartitie. De methode voor deze omzetting naar repartitie werd een aantal jaren geleden vastgelegd in samenspraak met de verzekeraars. Gezien nog onvoldoende gegevens binnen zijn bij Assuralia werd in samenspraak met hen een voorlopige raming gemaakt.

1.2.6. Naar tak beroepsziekten

Tabel 9 **Beroepsziekten**
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	1,4	2,9
Plafond 1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0,1	0,2
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0,4	0,7
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**1,9**	**3,8**

1.3. Bruto enveloppe 2019-2020 in de zelfstandigenregeling

1.3.1. Globaal

Tabel 10 Raming van de bruto enveloppe 2019-2020 in de zelfstandigenregeling
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020
Pensioenen	35,5	71,9
ZIV-uitkeringen	5,2	10,8
Overbruggingsrecht	0,1	0,1
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**40,8**	**82,8**

1.3.2. Naar tak pensioenen

Tabel 11 Pensioenen
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	32,1	65,6
Plafond 1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0,0	0,0
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2019 en 1.1.2020	3,4	6,3
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**35,5**	**71,9**

1.3.3. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 12 ZIV-uitkeringen
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2019 en 1.1.2020		
Primaire arbeidsongeschiktheid	1,0	2,1
Invaliditeit	3,8	7,9
Moederschapsrust	0,4	0,8
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**5,2**	**10,8**

1.3.4. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht

Tabel 13 RSVZ-Overbruggingsrecht
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0,1	0,1
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**0,1**	**0,1**

1.4. Bruto enveloppe 2019-2020 in de bijstandsregeling

Tabel 14 Raming van de bruto enveloppe 2019-2020 in de bijstandsregeling
In miljoen euro, aan index 105,1 (basis 2013=100)

	2019	2020
Leefloon en equivalent leefloon*	13,5	27,1
Inkomensvervangende tegemoetkoming aan personen met een handicap (IVT)	12,9	25,9
Inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en Gewaarborgd inkomen voor bejaarden (GIB)	13,3	26,7
Totale bruto enveloppe 2019-2020	**39,7**	**79,7**

*Het leefloon is in de enveloppeberekening opgenomen voor het gedeelte van de toelage van de federale overheid aan de OCMW's. Hierbij wordt uitgegaan van een staatsaandeel in de kosten van het leefloon van 75% (rekening houdend met de verhoging van de staatstoelage met 5% vanaf 01-07-2014).

De bijstandsuitkering vormt vaak een aanvulling op andere inkomens (uit arbeid, sociale uitkeringen, inkomen van de partner,…). Bij het bepalen van de hoogte van de bijstandsuitkering wordt rekening gehouden met (een gedeelte van) die inkomens. Bij de raming van de welvaartsenveloppe speelt de evolutie van deze bestaansmiddelen dan ook een belangrijke rol. Maar aangezien deze evolutie onzeker is, dienen hierover hypothesen gesteld te worden. De raming van de bruto enveloppe 2019-2020 zoals voorgesteld in tabel 14, veronderstelt geen groei van de bestaansmiddelen in 2019-2020 en kent dus aan alle bijstandsgerechtigden de waarde in euro toe van de verhoging van het baremabedrag met 1%[5].

[5] Zoals toegelicht in WP4-11 van het FPB ("Welvaartsbinding van sociale en bijstandsuitkeringen", Federaal Planbureau, WP4-11, maart 2011), kunnen andere hypothesen over bijvoorbeeld de evolutie van de bestaansmiddelen leiden tot divergerende welvaartsenveloppen. Het is echter essentieel dat dezelfde hypothesen worden gebruikt zowel voor de berekening van de beschikbare enveloppe als voor de raming van de financiële weerslag van de maatregelen effectief genomen in het kader van de enveloppe. Indien aan deze voorwaarde voldaan is, dan zullen verschillen in de raming van de beschikbare enveloppe en in de raming van de kosten van de maatregelen genomen in het kader van de enveloppe van dezelfde grootteorde zijn (ex ante), en dit ongeacht de evolutie van de bestaansmiddelen (behalve wanneer de toekenning van de enveloppe gericht zou zijn op een categorie waarvan de evolutie van de bestaansmiddelen sterk zou afwijken van die van de andere categorieën). Indien het totale bedrag van de enveloppe herverdeeld kan worden over de verschillende bijstandsregelingen, is het ook aangewezen dat dezelfde methode gebruikt wordt voor de verschillende regelingen.

2. Meerkosten of marges in 2019-2020 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2017-2018

De wet op het Generatiepact stelt dat de beschikbare enveloppe rekening dient te houden met eventuele meerkosten of minderkosten (marge) van de maatregelen die genomen zijn in het kader van de vorige tweejaarlijkse enveloppe. In die zin kunnen de enveloppes 2019-2020 berekend in deel 1 beschouwd worden als bruto enveloppes.

Herwaarderingsmaatregelen brengen gerelateerde uitgaven over verschillende jaren met zich mee, dus ook na de tweejaarlijkse periode waarin de maatregelen genomen worden. In grote lijnen [6] onderscheiden we enerzijds maatregelen waarvan de gerelateerde uitgaven een op termijn uitdovend karakter hebben en anderzijds maatregelen waarvan de uitgaven een permanent karakter hebben. Zo leidt de herwaardering van een niet-forfaitaire uitkering (bijvoorbeeld, een welvaartsaanpassing op 1 september 2017 van de pensioenen die 5 jaar geleden ingegaan zijn met 2%) tot tijdelijke kosten. De kosten dalen immers naarmate de generatie waarop de maatregel van toepassing is, uitsterft. Omgekeerd zal een herwaardering van een berekeningsparameter (zoals een plafond of een vervangingsratio) of van een forfaitaire of minimumuitkering permanente kosten veroorzaken in de mate dat de maatregel niet enkel betrekking heeft op huidige generatie(s) maar ook op toekomstige generaties gerechtigden. Verder kan het toewijzen van de enveloppe ten voordele van een bepaalde tak of een categorie gerechtigden waarvan het aantal gerechtigden een stijgende trend vertoont, eveneens leiden tot hogere kosten in de daaropvolgende jaren.

De bruto enveloppe voor welvaartsaanpassingen, berekend volgens de parameters van het generatiepact, heeft uiteraard een bepaalde meerjaarlijkse dynamiek, gegeven het relatieve gewicht van de verschillende parameters (1,25%; 1%; 0,5%) die de enveloppe bepaalt.

Binnen elke regeling (werknemers, zelfstandigen of bijstand) kan de toewijzing van de tweejaarlijkse enveloppe door de regering op voorstel van de sociale partners vrij gebeuren over takken (pensioenen, ZIV, werkloosheid. …), types uitkeringen en categorieën van gerechtigden heen. Gegeven bovenvermelde verschillende uitgavenprofielen kunnen de meerjaarlijkse kosten van de beschikbare enveloppe (als totaal van de uitgaven per regeling op basis van de parameters 1,25; 1 en 0,5) verschillen van de meerjaarlijkse kosten van de genomen maatregelen in het kader van die enveloppe. Eenzelfde enveloppe, die op verschillende manieren tussen verschillende herwaarderingen wordt verdeeld, kan dus op langere termijn tot sterk uiteenlopende uitgavenprofielen leiden. Met andere woorden, de maatregelen genomen in het kader van de toewijzing van de enveloppe 2017-2018 kunnen in 2019-2020 tot kosten leiden die verschillen van de kosten die gegenereerd zouden zijn bij toepassing van de herwaarderingen volgens de berekeningsregels van de bruto enveloppe 2017-2018. Het verschil in 2019-2020 van enerzijds de kosten van de bruto enveloppe 2017-2018 en anderzijds de kosten van de genomen maatregelen in het kader van de enveloppe 2017-2018, geeft de meerkosten (-) of marge (+) van de beslissingen met betrekking tot de enveloppe 2017-2018 in 2019-2020.

[6] Voor een uitgebreide analyse, zie "Avis relatif à l'enveloppe budgétaire 2009-2010 réservée aux adaptations au bien-être", Studiecommissie voor de Vergrijzing, Hoge Raad van Financiën, juli 2008.

Bij de berekening van de globale meerkosten of marges 2019-2020 per regeling (Tabel 15, Tabel 24 en Tabel 28) werd ook een lijn opgenomen die rekening houdt met de beslissing van de regering om de totale enveloppe bestemd voor welvaartsaanpassingen te verminderen met 161 miljoen euro in 2017 en in 2018. Deze door de regering vastgelegde gereduceerde bruto enveloppe werd voor dit rapport overgenomen uit het advies van de sociale partners van 21 maart 2017 (tabel 1.3)[7] en omgezet in de prijsindices die in dit rapport worden gehanteerd. In de tabellen met de opsplitsing van de meerkosten of marges per tak binnen een regeling werd geen rekening gehouden met de vermindering van de globale enveloppe met 161 miljoen euro. Merk ten slotte op dat de maatregelen die niet in het advies van de sociale partners stonden, niet in rekening gebracht worden bij het bepalen van de meerkosten of de marges. De evolutie van hun uitgaven zijn wel terug te vinden in onderstaande tabellen onder de rubriek "andere regeringsmaatregelen".

Hierna wordt per regeling en per tak de meerkosten of marges voorgesteld. Alle bedragen zijn uitgedrukt in lopende prijzen tot 2019, nadien in constante prijzen van 2019 (index 105,1, basis 2013 = 100) en in miljoen euro.

[7] Advies "Welvaartsvastheid 2017-2018" van de Nationale Arbeidsraad en de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, 21 maart 2017

2.1. In de werknemersregeling

2.1.1. Globaal

Tabel 15 **Raming van de meerkosten of marges veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de regering op advies van de sociale partners voor de periode 2017-2018 – WERKNEMERSREGELING**
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013=100)	102,20	103,73	105,10	105,10
A. Regeringsmaatregelen die kaderen in de toewijzing van de enveloppe 2017-2018				
FPD Pensioenregeling voor werknemersregeling	72,2	217,0	222,5	225,8
ZIV-uitkeringen in de werknemersregeling	32,7	93,1	97,7	101,0
RVA Werkloosheidsuitkeringen, met bedrijfstoeslag, tijdskrediet	25,7	73,6	71,2	67,6
FAO en VM Arbeidsongevallen	0,8	2,6	2,7	2,7
FBZ Beroepsziekten	0,9	2,9	2,9	2,8
Totaal toegewezen enveloppe 2017-2018	**132,3**	**389,2**	**397,0**	**399,9**
B. Bruto enveloppe 2017-2018 in de werknemersregeling				
Onderverdeeld naar parameters voor het bepalen van de enveloppe				
Verhoging loongrens en minimumrecht per loopbaanjaar met 1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	8,3	23,6	31,7	38,1
Verhoging van forfaits en minima met 1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	119,6	244,0	250,4	253,8
Verhoging andere uitkeringen met 0,5% op 1.1.2017 en 1.1.2018	133,6	258,2	239,9	227,8
Bruto enveloppe 2017-2018 in de werknemersregeling	**261,5**	**525,9**	**522,2**	**519,7**
Gereduceerde bruto enveloppe 2017-2018 in de werknemersregeling, zoals in advies sociale partners van 21 maart 2017, tabel 1.3	**135,4**	**400,3**	**397,5**	**395,6**
Onderverdeeld naar tak in de werknemersregeling				
FPD Pensioenregeling voor werknemersregeling	142,6	293,1	297,4	298,6
ZIV-uitkeringen in de werknemersregeling	58,3	117,8	113,4	114,5
RVA Werkloosheidsuitkeringen, met bedrijfstoeslag, tijdskrediet	55,8	105,2	101,4	96,4
FAO en VM Arbeidsongevallen	2,9	5,9	6,2	6,5
FBZ Beroepsziekten	1,9	3,9	3,8	3,7
Bruto enveloppe 2017-2018 in de werknemersregeling	**261,5**	**525,9**	**522,2**	**519,7**
C. Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**129,2**	**136,7**	**125,2**	**119,8**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe, met gereduceerde bruto enveloppe	**3,1**	**11,1**	**0,5**	**-4,3**

Globaal leiden de genomen maatregelen in het kader van de gereduceerde welvaartsenveloppe 2017-2018 in de werknemersregeling tot een marge van 0,5 miljoen euro in 2019 en een meerkost van 4,3 miljoen euro in 2020.

2.1.2. Naar tak pensioenen

Tabel 16 Pensioenen
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013 = 100)	102,20	103,73	105,10	105,10
Toewijzing enveloppe 2017-2018				
Verhoging pensioenen ingegaan tussen 1995-2004 (excl minima) met 1% op 01.09.2017	18,0	53,6	51,2	48,0
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen volledige loopbaan met 1% op 01.09.2017	8,5	26,8	27,9	28,6
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen onvolledige loopbaan met 1,7% op 01.09.2017	11,8	36,9	38,4	39,5
Verhoging minimumrecht per loopbaanjaar met 1,7% op 01.01.2018	0,0	1,1	3,1	5,3
Verhoging vakantiegeld met 2,25% op 01.05.2017 en met 2,25% op 01.05.2018	25,9	53,6	55,6	57,1
Verhoging plafond minimum jaarrecht +1,7% op 01.01.2018	0,0	0,5	1,5	2,6
Verhoging loonplafond met 1,7% op 01.01.2018	0,0	0,0	0,3	0,7
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2012) met 2%, zonder minima op 01.09.2017	6,8	20,2	20,2	19,9
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2013) met 2%, zonder minima op 01.01.2018	0,0	20,6	20,6	20,3
Wegwerken anomalie inkomensgrenzen overlevingspensioen bij cumul uitkeringen (art. 64 septies KB van 1967) op 01.09.2017	0,1	0,2	0,2	0,2
Wegwerken van 15% kloof tussen minimumoverlevingspensioen en minimumrustpensioen alleenstaande op 01.09.2017	1,1	3,3	3,3	3,3
Wegwerken anomalie forfaitair loon bij gelijkstelling (art. 24 bis KB van 1967) op 01.01.2018	0,0	0,1	0,2	0,3
Totaal toegewezen enveloppe 2017-2018	**72,2**	**217,0**	**222,5**	**225,8**
Bruto enveloppe 2017-2018				
Loongrens +1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,0	0,1	0,3	0,7
Minimumrecht per loopbaanjaar +1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	1,0	4,2	6,9	9,7
Minimumpensioen +1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	46,1	95,8	99,6	102,4
0.5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2017 en 1.1.2018	95,5	192,9	190,6	185,8
Totaal bruto enveloppe 2017-2018	**142,6**	**293,1**	**297,4**	**298,6**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**70,4**	**76,0**	**74,9**	**72,8**
Andere regeringsmaatregelen				
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen bij volledige loopbaan met 0,7% op 01.01.2018		*18,8*	*19,5*	*20,1*

Merk op dat in de Algemene Toelichting van de Aanpassing van de Begrotingen van ontvangsten en uitgaven voor het begrotingsjaar 2018 van 27 april 2018 een extra maatregel werd opgenomen bij de sociale correcties die niet voorzien was in het advies van de Gemengde Commissie welvaartsvastheid. Het gaat over de verhoging van het minimumpensioen bij een volledige loopbaan met 0,7% vanaf 1 januari 2018. De maatregel werd opgenomen in de bovenstaande tabel onder "maatregel op voorstel

van de regering buiten enveloppe" maar niet in rekening gebracht bij de berekening van de marges of meerkosten.

2.1.3. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 17 TOTAAL ZIV-UITKERINGEN
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013 = 100)	102,20	103,73	105,10	105,10
Toewijzing enveloppe 2017-2018	**32,7**	**93,1**	**97,7**	**101,0**
Bruto enveloppe 2017-2018				
Loongrens +1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	2,2	6,1	6,8	7,4
Minima en forfaits +1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	36,8	78,4	82,6	85,7
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2017 en 1.1.2018	19,3	33,3	24,0	21,3
Totaal bruto enveloppe 2017-2018	**58,3**	**117,8**	**113,4**	**114,5**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**25,6**	**24,8**	**15,7**	**13,5**

Onderstaande tabellen splitst de berekening van de marges voor ZIV-uitkeringen op tussen primaire arbeidsongeschiktheid, moederschapsrust en invaliditeit.

Tabel 18 ZIV-uitkeringen: deel primaire arbeidsongeschiktheid
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013 = 100)	102,20	103,73	105,10	105,10
Toewijzing enveloppe 2017-2018				
Verhoging minima regelmatige werknemers +1,7% op 1/9/2017	3,5	10,9	11,0	10,9
Verhoging minima onregelmatige werknemers +0,9% op 1/9/2017	0,6	1,8	1,8	1,8
Hulp van derden +5% op 1/5/2017	0,9	1,4	1,4	1,4
Verhoging plafonds +0,8% op 1/1/2018		0,2	0,2	0,2
Totaal toegewezen enveloppe 2017-2018	**4,9**	**14,22**	**14,4**	**14,3**
Bruto enveloppe 2017-2018				
Loongrens +1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	1,3	3,7	3,7	3,7
Minima en forfaits +1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	1,9	4,2	4,3	4,2
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2017 en 1.1.2018	7,1	10,2	2,7	0,0
Totaal bruto enveloppe 2017-2018	**10,3**	**18,1**	**10,6**	**7,9**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**5,3**	**3,8**	**-3,8**	**-6,4**
Andere regeringsmaatregelen				
Verhoging minima regelmatige werknemers met gezinslast en alleenstaanden +0,7% 1/1/2018		*2,8*	*2,9*	*2,9*
Verhoging minima onregelmatige werknemers met gezinslast +3,4% 1/7/2018		*0,9*	*1,9*	*1,9*

Merk op dat ook bij de ZIV-uitkeringen extra maatregelen werden genomen die niet voorzien waren in het advies van de Gemengde Commissie welvaartsvastheid. Het gaat over de verhoging van de minima van regelmatige werknemers met gezinslast en alleenstaanden met 0,7% vanaf 1 januari 2018 en van de minima voor onregelmatige werknemers met gezinslast met 3,4% vanaf 1 juli 2018. Deze maatregelen werden opgenomen in de tabellen van primaire arbeidsongeschiktheid en van invaliditeit (cfr. Tabel 20), maar niet in rekening gebracht bij de berekening van de marges of meerkosten.

Tabel 19 ZIV-uitkeringen: deel moederschapsrust
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013 = 100)	102,20	103,73	105,10	105,10
Toewijzing enveloppe 2017-2018				
Verhoging plafond met 0,8% op 1/1/2018		0,1	0,1	0,1
Totaal toegewezen enveloppe 2017-2018		**0,1**	**0,1**	**0,1**
Bruto enveloppe 2017-2018				
Loongrens +1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,4	0,9	0,9	0,9
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2017 en 1.1.2018	3,0	3,8	0,9	0,0
Totaal bruto enveloppe 2017-2018	**3,3**	**4,7**	**1,8**	**0,9**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**3,3**	**4,6**	**1,7**	**0,8**

Tabel 20 ZIV-uitkeringen: deel invaliditeit
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013 = 100)	102,20	103,73	105,10	105,10
Toewijzing enveloppe 2017-2018				
Verhoging minima regelmatige werknemers +1,7% op 1/9/2017	11,8	39,2	41,4	43,1
Verhoging minima onregelmatige werknemers +0,9% op 1/9/2017	1,9	6,3	6,7	6,9
Hulp van derden +5% op 1/5/2017	3,0	4,9	5,2	5,4
Verhoging plafonds +0,8% op 1/1/2018		0,9	0,9	1,0
Cohorte 2011, 6 jaar, exclusief minima +2% op 1/9/2017	0,9	2,6	2,7	2,8
Cohorte 2012, 6 jaar, exclusief minima +2% op 1/1/2018		2,9	3,1	3,3
Inhaalpremie +55 euro in mei 2017 en mei 2018 na 2 jaar AO voor personen met gezinslast op 1/5/2017	4,4	9,5	10,1	10,5
Inhaalpremie +26 euro in mei 2017 en mei 2018 na 2 jaar AO voor personen zonder gezinslast op 1/5/2017	5,7	12,4	13,1	13,7
Totaal toegewezen enveloppe 2017-2018	**27,7**	**78,8**	**83,2**	**86,6**
Bruto enveloppe 2017-2018				
Loongrens +1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,5	1,6	2,2	2,8
Minima en forfaits +1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	34,9	74,2	78,3	81,5
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2017 en 1.1.2018	9,3	19,4	20,5	21,3
Totaal bruto enveloppe 2017-2018	**44,7**	**95,1**	**101,0**	**105,6**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**17,0**	**16,4**	**17,8**	**19,0**
Andere regeringsmaatregelen				
Verhoging minima regelmatige werknemers met gezinslast en alleenstaanden +0,7% op 1/1/2018		*10,2*	*10,8*	*11,2*
Verhoging minima onregelmatige werknemers met gezinslast +3,4% 1/7/2018		*3,2*	*6,9*	*7,2*

2.1.4. Naar tak werkloosheid

Tabel 21 Werkloosheid
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013 = 100)	102,20	103,73	105,10	105,10
Toewijzing enveloppe 2017-2018				
Bedragen thematische verloven op 1.6.2017*	0,3	1,5	2,0	2,0
Minima en forfaitaire bedragen op 1.9.2017	20,7	59,0	56,9	54,3
Plafond +0,8% voor de bestaande maxima en de nieuwe intredes in volledige en tijdelijke werkloosheid (+0,5% in SWT) op 1.9.2017	4,7	13,2	12,3	11,3
Totaal toegewezen enveloppe 2017-2018	**25,7**	**73,6**	**71,2**	**67,6**
Bruto enveloppe 2017-2018				
Loongrens +1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	3,7	10,4	14,9	17,4
Minima en forfaits +1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	33,9	64,1	62,5	60,0
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2017 en 1.1.2018	18,2	30,7	23,9	19,1
Totaal bruto enveloppe 2017-2018	**55,8**	**105,2**	**101,4**	**96,4**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**30,1**	**31,6**	**30,2**	**28,9**

*Mesure entrée en vigueur le 1er juin 2017 pour les congés thématiques dans le secteur privé et pour les nouvelles demandes (y compris les demandes de prolongations).

2.1.5. Naar tak arbeidsongevallen

Tabel 22 Arbeidsongevallen
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013 = 100)	102,20	103,73	105,10	105,10
Toewijzing enveloppe 2017-2018				
Minima en forfaits +1,7% op 01/09/2017	0,7	2,2	2,2	2,2
Cohorte 2006, 6 jaar +2% op 01/1/2018	0,1	0,3	0,3	0,3
Cohorte 2001, 6 jaar +2% op 01/09/2018	0,0	0,2	0,2	0,2
Totaal toegewezen enveloppe 2017-2018	**0,8**	**2,6**	**2,7**	**2,7**
Bruto enveloppe 2017-2018				
Loongrens +1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	1,3	2,6	2,6	2,7
Minima en forfaits +1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	1,4	2,9	3,0	3,0
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,2	0,4	0,6	0,8
Totaal bruto enveloppe 2017-2018	**2,9**	**5,9**	**6,2**	**6,5**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**2,1**	**3,3**	**3,5**	**3,8**

2.1.6. Naar tak beroepsziekten

Tabel 23 Beroepsziekten
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013 = 100)	102,20	103,73	105,10	105,10
Toewijzing enveloppe 2017-2018				
Minima en forfaits +1,7% op 1/9/2017	0,9	2,6	2,5	2,5
Cohorte 2011, 6 jaar +2% op 1/9/2017	0,0	0,1	0,1	0,1
Cohorte 2012, 6 jaar +2% op 1/1/2018		0,1	0,0	0,1
Begrafenisvergoeding berekenen aan jaar van overlijden ipv jaar waarin beroepsziekte is begonnen vanaf overlijden op 1/7/2017	0,0	0,2	0,2	0,2
Totaal toegewezen enveloppe 2017-2018	**0,9**	**2,9**	**2,9**	**2,8**
Bruto enveloppe 2017-2018				
Loongrens +1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,1	0,2	0,2	0,2
Minima en forfaits +1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	1,4	2,8	2,7	2,7
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,4	0,9	0,8	0,8
Totaal bruto enveloppe 2017-2018	**1,9**	**3,9**	**3,8**	**3,7**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**1,0**	**0,9**	**0,9**	**0,9**

In de Algemene Toelichting van de Aanpassing van de Begrotingen van ontvangsten en uitgaven voor het begrotingsjaar 2018 van 27 april 2018 werden twee maatregelen uit het Advies van de Gemengde

Commissie Welvaartsvastheid niet weerhouden. Het betreft de verhoging van de plafonds met 0,8% en de verlaging van de sociale zekerheidsbijdrage na pensionering met 1,19 pp (25% van de kloof tussen 8,31% en 3,55%), beiden voorzien op 1 januari 2018. Beide maatregelen werden bijgevolg niet in Tabel 23 opgenomen.

2.2. In de zelfstandigenregeling

2.2.1. Globaal

Tabel 24 **Raming van de meerkosten of marges veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de regering op advies van de sociale partners voor de periode 2017-2018 – ZELFSTANDIGENREGELING**
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013 = 100)	102,20	103,73	105,10	105,10
A. Regeringsmaatregelen die kaderen in de toewijzing van de enveloppe 2017-2018				
RSVZ Pensioenregeling voor zelfstandigen	14,9	53,5	54,3	54,7
ZIV-uitkeringen in de zelfstandigenregeling	2,8	9,1	9,1	9,3
RSVZ Overbruggingsrecht in de zelfstandigenregeling	0,1	0,2	0,2	0,2
Totaal toegewezen enveloppe 2017-2018	**17,8**	**62,8**	**63,6**	**64,2**
B. Bruto enveloppe 2017-2018 in de zelfstandigenregeling				
Onderverdeeld naar tak in de zelfstandigenregeling				
RSVZ Pensioenregeling voor zelfstandigen	30,1	61,6	62,6	63,2
ZIV-uitkeringen in de zelfstandigenregeling	4,6	9,8	10,3	10,8
RSVZ Overbruggingsrecht in de zelfstandigenregeling	0,1	0,1	0,1	0,1
Bruto enveloppe 2017-2018 in de zelfstandigenregeling	**34,8**	**71,5**	**73,0**	**74,1**
Gereduceerde bruto enveloppe 2017-2018 in de zelfstandigenregeling, zoals in advies sociale partners van 21 maart 2017, tabel 1.3	***17,7***	***62,5***	***63,8***	***64,8***
C. Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**17,0**	**8,7**	**9,4**	**9,9**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe, met gereduceerde bruto enveloppe	**-0,1**	**-0,3**	**0,2**	**0,6**

Globaal leiden in de zelfstandigenregeling de genomen maatregelen die kaderen in de gereduceerde welvaartsenveloppe 2017-2018 tot marges ten belope van 0,2 miljoen euro in 2019 en 0,6 miljoen euro in 2020.

2.2.3. Naar tak pensioenen

Tabel 25 Pensioenen
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013 = 100)	102,20	103,73	105,10	105,10
Toewijzing enveloppe 2017-2018				
Verhoging pensioenen ingegaan tussen 1995-2004 (excl minima) met 1% op 01.09.2017	0,6	1,8	1,7	1,6
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen volledige loopbaan met 1% op 01.09.2017	2,9	8,9	9,0	9,1
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen onvolledige loopbaan met 1,7% op 01.09.2017	10,3	31,7	32,3	32,7
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2012) met 2%, zonder minima op 01.09.2017	0,3	1,3	1,3	1,3
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2013) met 2%, zonder minima op 01.01.2018	0,0	1,1	1,1	1,1
Wegwerken anomalie inkomensgrenzen overlevingspensioen bij cumul uitkeringen (art. 64 septies KB van 1967) op 01.09.2017	0,0	0,0	0,0	0,0
Wegwerken van 15% kloof tussen minimumoverlevingspensioen en minimumrustpensioen alleenstaande op 01.09.2017	0,9	2,5	2,5	2,5
Welvaartspremie op 01.05.2018	0,0	6,2	6,4	6,4
Totaal toegewezen enveloppe 2017-2018	**14,9**	**53,5**	**54,3**	**54,7**
Bruto enveloppe 2017-2018				
Loongrens +1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,0	0,0	0,0	0,1
Minima en forfaits +1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	26,7	55,2	56,3	57,0
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2017 en 1.1.2018	3,4	6,4	6,3	6,1
Totaal bruto enveloppe 2017-2018	**30,1**	**61,6**	**62,6**	**63,2**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	15,1	8,1	8,3	8,4
Andere regeringsmaatregelen				
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen bij volledige loopbaan met 0,7% op 01.01.2018		*10,4*	*10,6*	*10,7*

Ook in de pensioenregeling voor zelfstandigen werd in 2018 een welvaartsaanpassing gegeven die niet voorgesteld werd in het advies van de Gemengde Welvaartscommissie. Deze maatregel is onderaan in Tabel 25 opgenomen en werd niet in rekening gebracht bij de berekening van de marges of meerkosten.

2.2.4. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 26 ZIV-uitkeringen
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013 = 100)	102,20	103,73	105,10	105,10
Toewijzing enveloppe 2017-2018				
Verhoging van de forfaits invaliditeit met 1,7% op 1/9/2017	0,5	1,7	1,8	1,9
Verhoging van de forfaits PAO met 1,7% op 1/9/2017	1,9	6,3	6,6	6,9
Verhoging met 1,7% van de uitkering voor moederschapsrust op 1/9/2017	0,2	0,6	0,2	0,0
Hulp van derden +5% op 1/10/2017	0,1	0,5	0,5	0,6
Totaal toegewezen enveloppe 2017-2018	**2,8**	**9,1**	**9,1**	**9,3**
Bruto enveloppe 2017-2018 (1% op 1.1.2017 en 1% op 1.1.2018)	**4,6**	**9,8**	**10,3**	**10,8**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**1,8**	**0,7**	**1,2**	**1,4**
Andere regeringsmaatregelen				
Verhoging van de forfaits invaliditeit met gezinslast en zonder gezinslast met 0,7% op 1/1/2018		*1,6*	*1,7*	*1,8*
Verhoging van de forfaits primaire arbeidsongeschiktheid met gezinslast en zonder gezinslast met 0,7% op 1/1/2018		*0,4*	*0,4*	*0,5*
Totaal		*2,0*	*2,1*	*2,3*

Ook bij de ZIV-uitkeringen in de regeling van de zelfstandigen werden volgens de Algemene Toelichting van de Aanpassing van de Begrotingen van ontvangsten en uitgaven voor het begrotingsjaar 2018 van 27 april 2018 bijkomende maatregelen genomen. Deze maatregelen zijn onderaan Tabel 26 opgenomen. Zij werden niet in rekening gebracht bij de berekening van de marges of meerkosten.

2.2.5. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht

Tabel 27 RSVZ-Overbruggingsrecht
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013 = 100)	102,20	103,73	105,10	105,10
Toewijzing enveloppe 2017-2018				
Verhoging met 1,7% van het overbruggingsrecht op 1.9.2017	0,1	0,2	0,2	0,2
Totaal toegewezen enveloppe 2017-2018	**0,1**	**0,2**	**0,2**	**0,2**
Bruto enveloppe 2017-2018 (+1% op 1.1.2017 en 1% op 1.1.2018)	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**

2.3. In de bijstandsregeling

Tabel 28 Raming van de meerkosten of marges veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de Regering voor de periode 2017-2018- BIJSTANDSREGELING
In miljoen euro

	2017	2018	2019	2020
Index (2013 = 100)	102,20	103,73	105,10	105,10
A. Toewijzing enveloppe 2017-2018				
Leefloon en equivalent leefloon: +0,9% op 01-09-2017[a]	3,7	11,7	11,6	11,5
Inkomensvervangende tegemoetkoming voor personen met een handicap (IVT): +2,9% op 01-09-2017	11,4	35,3	35,8	35,7
Inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en Gewaarborgd inkomen voor Bejaarden (GIB): +0,9% op 01-09-2017	3,8	11,5	11,7	11,7
Totaal toegewezen enveloppe 2017-2018	**18,9**	**58,6**	**59,1**	**58,9**
B. Bruto enveloppe 2017-2018 in de bijstandsregeling				
(via toepassing wettelijke parameter voor bruto enveloppe, nl. verhoging met 1% op 01-01-2017 en op 01-01-2018)				
Leefloon en equivalent leefloon	12,3	26,2	26,0	25,6
IVT	11,8	24,4	24,7	24,6
IGO en GIB	12,6	25,7	26,0	26,0
Bruto enveloppe 2017-2018 in de bijstandsregeling	**36,8**	**76,2**	**76,6**	**76,2**
Gereduceerde bruto enveloppe 2017-2018 in de bijstandsregeling, zoals in advies sociale partners van 21 maart 2017, tabel 1.3	**18,9**	**57,6**	**57,9**	**57,6**
C. Marges (+) of meerkosten (-) van maatregelen genomen in 2017-2018				
Leefloon en equivalent leefloon	8,6	14,5	14,4	14,1
IVT	0,4	-11,0	-11,1	-11,1
IGO en GIB	8,9	14,1	14,3	14,3
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	**17,8**	**17,6**	**17,6**	**17,3**
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe, met gereduceerde bruto enveloppe	**0,0**	**-1,0**	**-1,2**	**-1,3**
Andere regeringsmaatregelen				
Leefloon en equivalent leefloon: +40 € per maand voor gezinshoofden op 01-07-2018[a b]		*8,9*	*17,7*	*17,4*
IVT: +40 € per maand voor de gezinshoofden op 01-07-2018		*10,1*	*20,5*	*20,4*
IT: + 51,8€ per jaar voor alle categorieën op 01-07-2018		*4,3*	*8,6*	*8,6*
IGO: +8,8 € voor samenwonenden en +13,2 € voor alleenstaanden per maand op 01-07-2018		*7,7*	*15,7*	*15,7*
Totaal		*31,0*	*62,5*	*62,2*

a Le coût des mesures a été calculé sur la base de la dotation en la matière du pouvoir fédéral aux CPAS.
b Le coût de l'augmentation de la dotation du pouvoir fédéral aux CPAS pour les frais de dossiers (+45 euros) n'est pas repris dans le tableau car il ne s'agit pas d'un relèvement des allocations sociales.

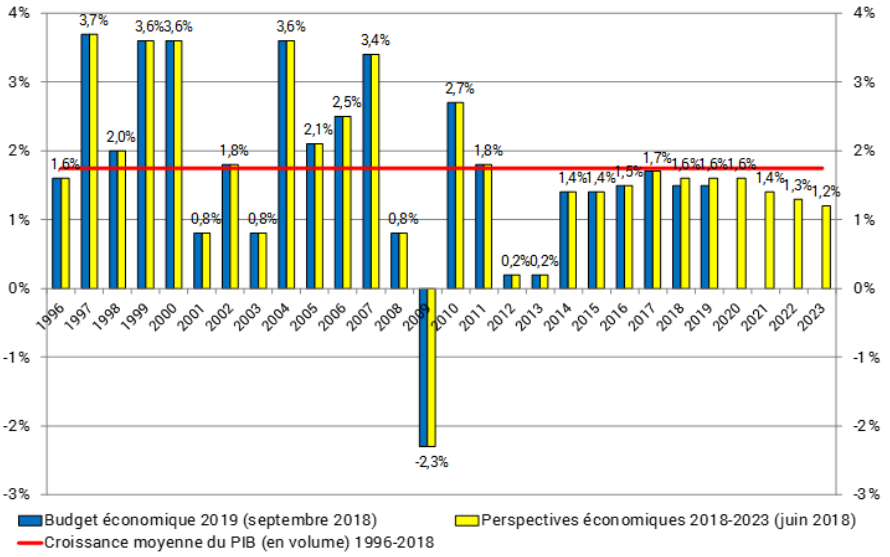
Globaal zouden de genomen maatregelen in het kader van gereduceerde welvaartsenveloppe 2017-2018 in de bijstandsregeling tot meerkosten leiden van 1,2 en 1,3 miljoen euro in respectievelijk 2019 en 2020.

Les mesures prises par le gouvernement lors du Conseil des ministres du 30 mars 2018 en matière de lutte contre la pauvreté, entrées en vigueur au 1er juillet 2018, n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul des marges ou coûts supplémentaires. Le coût de l'augmentation de la dotation du pouvoir fédéral aux CPAS pour les frais de dossiers (+45 euros) n'est pas repris dans le tableau ci-dessus car il ne s'agit pas d'un relèvement des allocations sociales.

3.3 Annexe 3 : Facteurs contextuels

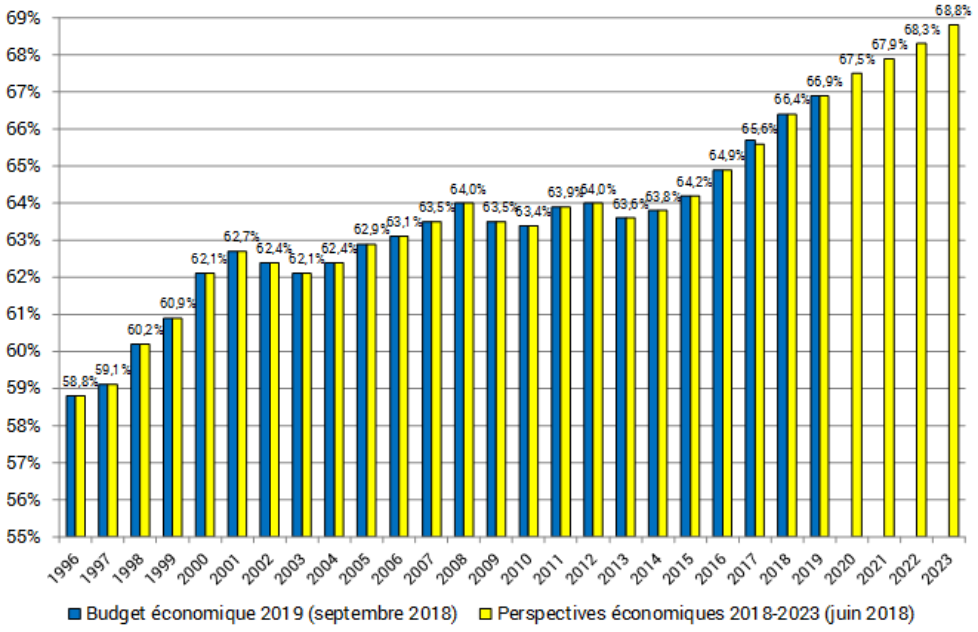
3.3.1 Croissance économique

Graphique 3-1 : Évolution de la croissance du PIB (en volume) depuis 1996 et perspectives jusqu'en 2023



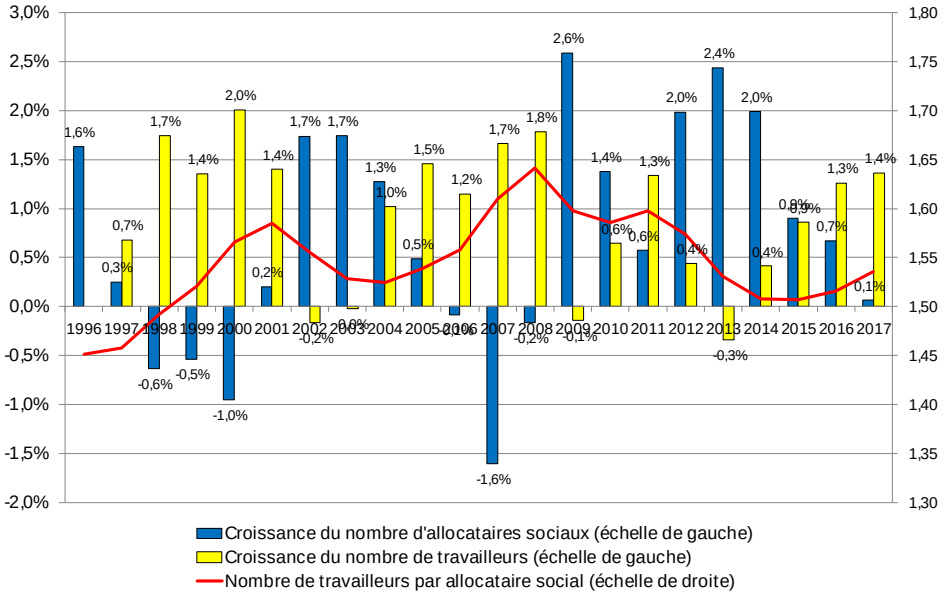
3.3.2 Taux d'emploi

Graphique 3-2 : Évolution du taux d'emploi depuis 1996 et perspectives jusqu'en 2023



3.3.2 Rapport entre le nombre d'allocataires et le nombre d'actifs occupés

Graphique 3-3 : Évolution du nombre d'actifs occupés et d'allocataires sociaux ayant droit à une allocation de remplacements de revenu (excepté l'invalidité de travail primaire) depuis 1996



Note : les données 2017 correspondent à une estimation pour le nombre de pensionnés et d'invalides
Source : Bureau fédéral du plan

Remarque : le nombre d'allocataires ne tient pas compte des personnes en incapacité de travail primaire puisqu'il n'y a pas de données disponibles sur base mensuelle pour le calcul d'une moyenne annuelle

Tableau 3-1: Rapport entre le nombre d'allocataires et le nombre d'actifs occupés

1. ALLOCATAIRES SOCIAUX																					
1.a NOMBRE																					
(moyenne sur base mensuelle, en milliers)	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Régime des travailleurs	**2401,5**	**2385,0**	**2371,3**	**2348,2**	**2356,4**	**2405,2**	**2456,3**	**2494,3**	**2508,3**	**2507,2**	**2463,1**	**2457,8**	**2528,4**	**2565,9**	**2579,9**	**2632,7**	**2699,1**	**2753,9**	**2777,4**	**2794,2**	**2794,4**
nombre de pensions	1406,8	1414,1	1423,8	1425,2	1425,6	1434,2	1438,4	1443,1	1453,7	1459,8	1468,2	1488,0	1503,1	1518,3	1549,0	1585,8	1623,4	1662,5	1697,4	1733,0	1771,3
nombre d'invalides	174,7	176,9	179,8	181,3	186,3	191,0	197,1	202,5	206,5	212,2	219,8	227,9	238,7	251,6	263,7	276,5	291,5	310,5	334,3	356,6	369,2
nombre de chômeurs (y compris chômeurs avec complément d'entreprise demandeurs d'emploi)	668,9	648,5	624,2	599,5	604,7	643,8	684,6	710,1	710,1	695,3	633,5	600,7	645,7	653,8	627,7	636,3	654,5	656,1	627,8	596,3	557,4
nombre de chômeurs avec complément d'entreprise non demandeurs d'emploi	130,7	123,7	118,6	114,5	110,0	106,5	107,9	109,9	109,0	111,1	113,6	114,2	115,6	117,5	115,2	110,8	106,9	102,3	96,2	88,1	76,9
nombre de crédit-temps/IC à temps plein	20,3	21,8	24,9	27,7	29,9	29,7	28,4	28,6	29,0	28,8	28,1	27,0	25,4	24,7	24,3	23,3	22,8	22,6	21,7	20,2	19,6
Régime des indépendants	**320,1**	**319,3**	**318,5**	**315,9**	**313,1**	**310,8**	**307,1**	**304,5**	**304,1**	**302,8**	**301,8**	**302,5**	**303,5**	**305,0**	**307,5**	**312,1**	**317,5**	**322,7**	**326,9**	**331,0**	**332,9**
nombre de pensions	303,6	303,0	302,3	299,9	297,0	294,7	290,6	287,6	286,9	285,2	283,6	284,1	284,5	285,3	287,3	291,5	296,3	300,8	304,0	307,0	309,7
nombre d'invalides	16,5	16,4	16,2	16,1	16,1	16,1	16,5	16,9	17,2	17,6	18,2	18,5	19,0	19,8	20,2	20,6	21,2	21,9	22,9	24,0	23,3
Total	**2721,6**	**2704,4**	**2689,8**	**2664,2**	**2669,5**	**2716,0**	**2763,4**	**2798,8**	**2812,4**	**2810,1**	**2764,9**	**2760,3**	**2831,9**	**2870,9**	**2887,5**	**2944,8**	**3016,6**	**3076,6**	**3104,4**	**3125,2**	**3127,3**
1.b CROISSANCE																					
(en %)	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Régime des travailleurs		**-0,7%**	**-0,6%**	**-1,0%**	**0,3%**	**2,1%**	**2,1%**	**1,5%**	**0,6%**	**0,0%**	**-1,8%**	**-0,2%**	**2,9%**	**1,5%**	**0,5%**	**2,0%**	**2,5%**	**2,0%**	**0,9%**	**0,6%**	**0,0%**
pensions		0,5%	0,7%	0,1%	0,0%	0,6%	0,3%	0,3%	0,7%	0,4%	0,6%	1,3%	1,0%	1,0%	2,0%	2,4%	2,4%	2,4%	2,1%	2,1%	2,2%
invalides		1,3%	1,6%	0,9%	2,7%	2,5%	3,2%	2,8%	2,0%	2,8%	3,6%	3,7%	4,7%	5,4%	4,8%	4,9%	5,4%	6,5%	7,7%	6,7%	3,5%
chômeurs (y compris chômeurs avec complément d'entreprise demandeurs d'emploi)		-3,1%	-3,7%	-4,0%	0,9%	6,5%	6,3%	3,7%	0,0%	-2,1%	-8,9%	-5,2%	7,5%	1,3%	-4,0%	1,4%	2,9%	0,2%	-4,3%	-5,0%	-6,5%
chômeurs avec complément d'entreprise non demandeurs d'emploi		-5,3%	-4,2%	-3,5%	-4,0%	-3,2%	1,3%	1,8%	-0,8%	1,9%	2,3%	0,5%	1,2%	1,7%	-2,0%	-3,8%	-3,5%	-4,3%	-6,0%	-8,4%	-12,7%
crédit-temps/IC à temps plein		7,4%	14,1%	11,3%	7,8%	-0,7%	-4,4%	0,9%	1,3%	-0,5%	-2,6%	-3,7%	-6,2%	-2,6%	-1,6%	-4,1%	-2,2%	-0,9%	-3,7%	-7,0%	-2,9%
Régime des indépendants		**-0,2%**	**-0,3%**	**-0,8%**	**-0,9%**	**-0,7%**	**-1,2%**	**-0,8%**	**-0,1%**	**-0,4%**	**-0,3%**	**0,3%**	**0,3%**	**0,5%**	**0,8%**	**1,5%**	**1,7%**	**1,6%**	**1,3%**	**1,2%**	**0,6%**
pensions		-0,2%	-0,2%	-0,8%	-0,9%	-0,8%	-1,4%	-1,0%	-0,2%	-0,6%	-0,6%	0,2%	0,1%	0,3%	0,7%	1,4%	1,7%	1,5%	1,1%	1,0%	0,9%
invalides		-1,0%	-1,1%	-0,7%	-0,2%	0,2%	2,6%	2,4%	1,6%	2,7%	3,0%	1,7%	2,9%	4,2%	2,2%	1,9%	2,7%	3,4%	4,6%	4,6%	-2,9%
Total		**-0,6%**	**-0,5%**	**-1,0%**	**0,2%**	**1,7%**	**1,7%**	**1,3%**	**0,5%**	**-0,1%**	**-1,6%**	**-0,2%**	**2,6%**	**1,4%**	**0,6%**	**2,0%**	**2,4%**	**2,0%**	**0,9%**	**0,7%**	**0,1%**
2. TRAVAILLEURS																					
2.a NOMBRE																					
(moyenne sur base mensuelle, en milliers)	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
	3966,5	4035,7	4090,4	4172,6	4231	4224,1	4223,3	4266,3	4328,4	4378,2	4451,1	4530,6	4524,1	4553,3	4614,4	4634,6	4618,9	4638	4678	4737,1	4801,8
2.b CROISSANCE																					
(en %)	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
		1,7%	1,4%	2,0%	1,4%	-0,2%	0,0%	1,0%	1,5%	1,2%	1,7%	1,8%	-0,1%	0,6%	1,3%	0,4%	-0,3%	0,4%	0,9%	1,3%	1,4%
3. NOMBRE DE TRAVAILLEURS PAR ALLOCATAIRE SOCIAL																					
(moyenne sur base mensuelle, en milliers)	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5

2017*: estimation pour le nombre de pensionnés et d'invalides

3.3.3 Comptes de la sécurité sociale

Sécurité sociale des salariés : Comité de monitoring (juillet 2018)

	In miljoen EUR - En millions EUR					In % - En %	In % - En %	
	2018 aangepast - Ajusté (1)	2018 Mon. Juli - Mon. juillet (2)	2019 Mon. Juli - Mon. juillet (3)	Verschil - Différence (2) vs. (1)	Verschil - Différence (3) vs. (2)	Verschil - Différence (2) vs. (1)	Verschil - Différence (3) vs. (2)	
Bijdragen	**49 835**	**49 923**	**51 670**	**88**	**1 747**	**0,2**	**3,5**	**Cotisations**
Globaal beheer	**49 690**	**49 818**	**51 545**	**128**	**1 727**	**0,3**	**3,5**	**Gestion globale**
Sociale bijdragen	47 225	47 350	48 971	124	1 622	0,3	3,4	cotisations sociale
Regeringsmaatregelen en opslagen en verwijlintresten	119	103	120	-17	17	-13,9	16,8	Mesures de gouvernement et majoration et intérêts de retard
Specifieke bijdragen	2 345	2 366	2 453	20	88	0,9	3,7	Cotisations spécifiques
Bijdragen instellingen	145	105	125	-40	20	-27,8	19,4	Cotisations des organismes
Toelagen van de overheden	**5 629**	**5 628**	**5 592**	**-1**	**-36**	**0,0**	**-0,6**	**Subventions des pouvoirs publics**
RSZ-Globaal beheer	2 079	2 079	2 112	0	33	0,0	1,6	ONSS-Gestion globale
Evenwichtsdotatie	2 109	2 109	2 145	0	36	0,0	1,7	Dotation équilibre
Gefedereerde entiteiten	1 440	1 439	1 334	-1	-105	-0,1	-7,3	Entités fédérées
Sectoren	0	0	0	0	0	200,0	-3,3	Secteurs
Alternatieve financiering	**12 441**	**12 466**	**13 392**	**25**	**926**	**0,2**	**7,4**	**Financement alternatif**
Globaal beheer	12 441	12 466	13 392	25	926	0,2	7,4	Gestion globale
Toegewezen ontvangsten	1 561	1 567	1 602	6	35	0,4	2,2	Recettes affectées
Externe overdrachten	438	442	444	5	2	1,0	0,5	Transfers externes
Opbrengsten beleggingen	**194**	**191**	**188**	**-4**	**-2**	**-1,9**	**-1,2**	**Produit des placements**
Globaal beheer	194	191	188	-4	-2	-1,8	-1,3	Gestion globale
Instellingen	0	0	0	0	0	-87,4	740,0	Organismes
Diversen	**188**	**169**	**163**	**-19**	**-6**	**-10,0**	**-3,7**	**Divers**
Globaal beheer	0	0	0	0	0			Gestion globale
Instellingen	188	169	163	-19	-6	-10,0	-3,7	Organismes
Sociale fraude	186	116	128	-70	13	-37,5	10,8	Fraude sociale
Totaal ontvangsten	**70 471**	**70 502**	**73 181**	**31**	**2 678**	**0,0**	**3,8**	**Total des recettes**
Uitkeringen	**41 907**	**42 041**	**43 393**	**134**	**1 352**	**0,3**	**3,2**	**Prestations**
Welvaartsenveloppe	0	0	278	0	278			Enveloppe bien-être
Niet-verdeelde maatregelen	-100	-67	-216	33	-149	33,3	-224,0	Mesures non réparties
RIZIV-Uitkeringen	8 262	8 264	8 633	2	369	0,0	4,5	INAMI-Indemnités
FPD	26 335	26 477	27 646	141	1 169	0,5	4,4	SFP
Fedris-AO	225	225	226	0	1	0,1	0,6	Fedris-AT
Fedris-BZ	236	236	225	0	-11	0,1	-4,8	Fedris-MP
RVA	6 940	6 897	6 594	-43	-303	-0,6	-4,4	ONEm
Loopbaanonderbreking	502	457	450	-45	-7	-9,0	-1,5	Interruption de carrière
Werkloosheid	5 271	5 286	5 133	15	-153	0,3	-2,9	Chômage
Werkloosheid met bedrijfstoeslag	1 167	1 154	1 011	-13	-143	-1,1	-12,4	chômage avec complément d'entreprise
Mijnwerkers	1	1	1	0	0	-2,8	-4,2	Mineurs
Zeelieden	8	8	8	0	0	1,2	-2,7	Marins
Betalingskosten	2	2	2	0	0	0,0	0,0	Frais de paiement
Beheerskosten	**1 099**	**1 123**	**1 095**	**24**	**-28**	**2,2**	**-2,5**	**Frais de gestion**
Globaal beheer	174	187	193	14	5	7,9	2,9	Gestion globale
Instellingen	925	935	909	10	-26	1,1	-2,8	Organismes
Niet-verdeelde besparingen	0	0	-7	0	-7			Economies non réparties
Overdrachten	**27 651**	**27 729**	**28 583**	**78**	**854**	**0,3**	**3,1**	**Transferts**
Federale overheid	2 552	2 591	2 749	40	158	1,6	6,1	Pouvoir fédéral
Gefereerde entiteiten	1 440	1 439	1 334	-1	-105	-0,1	-7,3	Entités fédérées
RIZIV-Geneeskundige verzo	23 659	23 699	24 500	40	801	0,2	3,4	INAMI-Soins de santé
Intresten op leningen	-2	-5	-4	-4	1	-215,9	25,3	Intérêts sur emprunts
Diversen	**134**	**133**	**132**	**-1**	**0**	**-1,1**	**-0,1**	**Divers**
Totale uitgaven	**70 791**	**71 022**	**73 202**	**231**	**2 180**	**0,3**	**3,1**	**Total des dépenses**
Saldo	**-320**	**-520**	**-21**	**-200**	**499**	**-62,4**	**95,9**	**Solde**

Sécurité sociale des salariés : Budget 2019 (novembre 2018)

Ontvangsten en uitgaven in het werknemersstelsel / Recettes et dépenses du régime des travailleurs salariés

	In miljoen EUR - En millions EUR			In % - En %	
	2018 Raming - Estim. (1)	2019 Initieel - Initial (2)	Verschil - Différence (2) vs. (1)	Verschil - Différence (2) vs. (1)	
Bijdragen	**49 928**	**51 923**	**1 995**	**4,0**	**Cotisations**
Globaal beheer	**49 823**	**51 798**	**1 975**	**4,0**	**Gestion globale**
Sociale bijdragen	47 354	48 971	1 617	3,4	XCotisations sociale
Regeringsmaatregelen en opslagen en verwijlintresten	103	373	270	262,8	Mesures de gouvernement et majoration et intérêts de
Specifieke bijdragen	2 366	2 453	88	3,7	Cotisations spécifiques
Bijdragen instellingen	105	125	20	19,4	Cotisations des organismes
Toelagen van de overheden	**5 629**	**4 844**	**-784**	**-13,9**	**Subventions des pouvoirs publics**
RSZ-Globaal beheer	2 079	2 112	33	1,6	ONSS-Gestion globale
Evenwichtsdotatie	2 109	1 397	-712	-33,8	Dotation équilibre
Gefedereerde entiteiten	1 439	1 334	-105	-7,3	Entités fédérées
Sectoren	1	1	0	-12,8	Secteurs
Alternatieve financiering	**12 466**	**13 404**	**938**	**7,5**	**Financement alternatif**
Globaal beheer	12 466	13 404	938	7,5	Gestion globale
Toegewezen ontvangsten	1 567	1 602	35	2,2	Recettes affectées
Externe overdrachten	442	444	2	0,5	Transfers externes
Opbrengsten beleggingen	**191**	**188**	**-2**	**-1,2**	**Produit des placements**
Globaal beheer	191	188	-2	-1,3	Gestion globale
Instellingen	0	0	0	740,0	Organismes
Diversen	**169**	**163**	**-6**	**-3,7**	**Divers**
Globaal beheer	0	0	0		Gestion globale
Instellingen	169	163	-6	-3,7	Organismes
Sociale fraude	116	220	104	90,0	Fraude sociale
Totaal ontvangsten	**70 507**	**72 789**	**2 282**	**3,2**	**Total des recettes**
Uitkeringen	**41 929**	**42 903**	**974**	**2,3**	**Prestations**
Welvaartsenveloppe	0	0	0		Enveloppe bien-être
Niet-verdeelde maatregelen	-67	-216	-149	-224,0	Mesures non réparties
RIZIV-Uitkeringen	8 264	8 366	369	4,5	INAMI-Indemnités
FPD	26 369	27 537	1 168	4,4	SFP
Fedris-AO	225	226	1	0,6	Fedris-AT
Fedris-BZ	236	225	-11	-4,8	Fedris-MP
RVA	6 892	6 490	-403	-5,8	ONEm
Loopbaanonderbreking	457	450	-7	-1,5	Interruption de carrière
Werkloosheid	5 282	5 029	-253	-4,8	Chômage
Werkloosheid met bedrijfstoeslag	1 154	1 011	-143	-12,4	chômage avec complément d'entreprise
Mijnwerkers	1	1	0	-4,2	Mineurs
Zeelieden	8	8	0	-2,7	Marins
Betalingskosten	2	2	0	0,0	Frais de paiement
Beheerskosten	**1 123**	**1 096**	**-27**	**-2,4**	**Frais de gestion**
Globaal beheer	187	194	6	3,4	Gestion globale
Instellingen	935	909	-26	2,8	Organismes
Niet-verdeelde besparingen	0	-7	-7		Economies non réparties
Overdrachten	**27 729**	**28 594**	**865**	**3,1**	**Transferts**
Federale overheid	2 591	2 749	158	6,1	Pouvoir fédéral
Gefereerde entiteiten	1 439	1 334	-105	-7,3	Entités fédérées
RIZIV-Geneeskundige verzorging	23 699	24 511	812	3,4	INAMI-Soins de santé
Intresten op leningen	-5	-4	1	25,3	Intérêts sur emprunts
Diversen	**133**	**132**	**0**	**-0,1**	**Divers**
Totale uitgaven	**70 910**	**72 724**	**1 814**	**2,6**	**Total des dépenses**
Saldo	**-404**	**65**	**468**	**116,0**	**Solde**

Sécurité sociale des indépendants : Comité de monitoring (juillet 2018)

	In miljoen EUR - En millions EUR					In % - En %	In % - En %	
	2018 aangepast - Ajusté (1)	2018 Mon. Juli - Mon. juillet (2)	2019 Mon. Juli - Mon. juillet (3)	Verschil - Différence (2) vs. (1)	Verschil - Différence (3) vs. (2)	Verschil - Différence (2) vs. (1)	Verschil - Différence (3) vs. (2)	
Bijdragen	**4 410**	**4 408**	**4 518**	**-2**	**110**	**0,0**	**2,5**	Cotisations
Toelagen van de overheden	**369**	**369**	**375**	**0**	**6**	**0,0**	**1,7**	**Subventions des pouvoirs publics**
RSVZ-Globaal beheer	369	369	375	0	6	0,0	1,7	INASTI-Gestion globale
Evenwichtsdotatie	0	0	0	0	0			Dotation équilibre
Alternatieve financiering	**2 305**	**2 306**	**2 395**	**0**	**89**	**0,0**	**3,9**	**Financement alternatif**
Globaal beheer	2 305	2 306	2 395	0	89	0,0	3,9	Gestion globale
Toegewezen ontvangsten	20	20	21	0	0	-0,2	1,9	Recettes affectées
Externe overdrachten	0	0	0	0	0	-80,0	400,0	Transfers externes
Opbrengsten beleggingen	**33**	**33**	**32**	**0**	**-2**	**-0,2**	**-4,7**	Produit des placements
Diversen	**2**	**2**	**2**	**0**	**0**	**0,0**	**0,0**	Divers
Sociale fraude	16	16	9	0	-7	0,0	-42,2	Fraude sociale
Totaal ontvangsten	**7 157**	**7 155**	**7 353**	**-1**	**197**	**0,0**	**2,8**	**Total des recettes**
Uitkeringen	**4 332**	**4 349**	**4 484**	**17**	**134**	**0,4**	**3,1**	**Prestations**
Welvaartsenveloppe	0	0	39	0	39			Enveloppe bien-être
Niet-verdeelde maatregelen	4	4	0	0	-4	0,0		Mesures non réparties
RIZIV-Uitkeringen	507	503	519	-4	16	-0,7	3,1	INAMI-Indemnités
Pensioenen	3 804	3 826	3 910	22	84	0,6	2,2	Pensions
Failissementsverzekering	16	15	15	-1	0	-8,9	1,3	Assurance faillite
RSVZ-GB	1	2	2	0	0	15,5	1,3	INASTI-GFG
Betalingskosten	0	0	0	0	0	0,0	1,7	Frais de paiement
Beheerskosten	**97**	**99**	**105**	**2**	**6**	**2,1**	**6,3**	**Frais de gestion**
Globaal beheer	68	70	77	2	7	3,0	10,2	Gestion globale
Instellingen	29	29	29	0	0	-0,1	-0,1	Organismes
Niet-verdeelde besparingen	0	0	-1	0	-1			Economies non réparties
Overdrachten	**2 516**	**2 520**	**2 606**	**4**	**86**	**0,2**	**3,4**	**Transferts**
RIZIV-Geneeskundige verzorging	2 516	2 520	2 606	4	86	0,2	3,4	INAMI-Soins de santé
Interesten op leningen	0	0	0	0	0			Intérêts sur emprunts
Diversen	**8**	**8**	**8**	**0**	**0**	**1,3**	**1,3**	Divers
Totale uitgaven	**6 953**	**6 976**	**7 203**	**23**	**227**	**0,3**	**3,2**	**Total des dépenses**
Saldo	**204**	**179**	**150**	**-25**	**-29**			**Solde**

Sécurité sociale des indépendants : Budget 2019 (novembre 2018)

Ontvangsten en uitgaven in het zelfstandigenstelsel / Recettes et dépenses du régime des travailleurs indépendants

	In miljoen EUR - En millions EUR			In % - En %	
	2018 Raming - Estim. (1)	2019 Initieel - Initial (2)	Verschil - Différence (2) vs. (1)	Verschil - Différence (2) vs. (1)	
Bijdragen	**4 408**	**4 518**	**110**	**2,5**	**Cotisations**
Toelagen van de overheden	**369**	**375**	**6**	**1,7**	**Subventions des pouvoirs publics**
RSVZ-Globaal beheer	369	375	6	1,7	INASTI-Gestion globale
Evenwichtsdotatie	0	0	0		Dotation équilibre
Alternatieve financiering	**2 306**	**2 396**	**90**	**3,9**	**Financement alternatif**
Globaal beheer	2 306	2 396	90	3,9	Gestion globale
Toegewezen ontvangsten	20	21	0	1,9	Recettes affectées
Externe overdrachten	0	0	0	400,0	Transfers externes
Opbrengsten beleggingen	**33**	**32**	**-2**	**-4,7**	Produit des placements
Diversen	**2**	**2**	**0**	**0,0**	Divers
Sociale fraude	16	20	3	20,6	Fraude sociale
Totaal ontvangsten	**7 155**	**7 364**	**209**	**2,9**	**Total des recettes**
Uitkeringen	**4 349**	**4 445**	**95**	**2,2**	**Prestations**
Welvaartsenveloppe	0	0	0		Enveloppe bien-être
Niet-verdeelde maatregelen	4	0	-4		Mesures non réparties
RIZIV-Uitkeringen	503	519	16	3,1	INAMI-Indemnités
Pensioenen	3 826	3 910	84	2,2	Pensions
Faillissementsverzekering	15	15	0	1,3	Assurance faillite
RSVZ-GB	2	2	0	1,3	INASTI-GFG
Betalingskosten	0	0	0	1,7	Frais de paiement
Beheerskosten	**98**	**105**	**7**	**6,7**	**Frais de gestion**
Globaal beheer	70	77	8	10,8	Gestion globale
Instellingen	29	29	0	-0,1	Organismes
Niet-verdeelde besparingen	0	-1	-1		Economies non réparties
Overdrachten	**2 520**	**2 607**	**87**	**3,5**	**Transferts**
RIZIV-Geneeskundige verzorging	2 520	2 607	87	3,5	INAMI-Soins de santé
Interesten op leningen	0	0	0		Intérêts sur emprunts
Diversen	**8**	**8**	**0**	**1,3**	Divers
Totale uitgaven	**6 976**	**7 165**	**189**	**2,7**	**Total des dépenses**
Saldo	**179**	**199**	**20**		**Solde**

3.3.4 Coût du vieillissement

Évolutions démographiques

	1996	2013	2020	2030	2040	2050	2060	2070
Nombre moyen d'enfants par femme	1,58	1,74	1,87	1,88	1,89	1,90	1,89	1,89
Espérance de vie à la naissance - Hommes	73,86	77,94	79,74	81,78	83,58	85,19	86,51	87,97
Espérance de vie à la naissance - Femmes	80,53	82,93	84,20	85,47	86,64	87,71	88,61	89,63
Espérance de vie à 65 ans - Hommes	14,61	17,26	18,43	19,86	21,18	22,38	23,37	24,47
Espérance de vie à 65 ans - Femmes	18,86	20,68	21,45	22,49	23,45	24,35	25,09	25,95
0-17 (%)	21,6%	20,3%	20,3%	20,5%	20,5%	20,5%	20,6%	20,5%
18-66 (%)	64,5%	64,3%	62,8%	59,9%	57,5%	57,3%	57,1%	57,1%
67+ (%)	13,9%	15,4%	16,9%	19,7%	21,9%	22,3%	22,3%	22,3%
Age moyen	39,02	41,07	41,76	42,56	43,30	43,56	43,51	43,63
Remplacement des actifs en %(18-24)/(55-66)	69,6%	58,7%	52,1%	56,2%	60,5%	61,7%	64,0%	63,0%
Vieillissement des actifs en %(40-66)/(18-39)	101,1%	129,8%	128,7%	124,4%	119,6%	116,7%	114,3%	116,4%
Vieillissement en %(67+)/(0-17)	64,3%	75,6%	83,1%	96,3%	107,0%	108,8%	108,2%	108,7%
Intensité du vieillissement en %(80+)/(67+)	27,4%	34,4%	33,6%	33,0%	38,1%	44,2%	44,3%	45,5%
Dépendance en %[(0-17)+(67+)]/(18-66)	55,0%	55,6%	59,2%	67,1%	73,8%	74,6%	75,0%	75,0%
Dépendance des âgés en %(67+)/(18-66)	21,5%	24,0%	26,9%	32,9%	38,1%	38,9%	39,0%	39,1%
Personnes d'âge actif par âgé (18-66)/(67+)	4,65	4,17	3,72	3,04	2,62	2,57	2,56	2,56
Dépendance en %[(0-14)+(65+)]/(15-64)	51,4%	53,0%	56,7%	64,7%	69,7%	70,6%	71,1%	70,6%
Dépendance des âgés en %(65+)/(15-64)	24,3%	27,0%	30,0%	36,5%	40,8%	41,5%	41,7%	41,5%
Personnes d'âge actif par âgé (15-64)/(65+)	4,12	3,70	3,33	2,74	2,45	2,41	2,40	2,41

Source : 1991-2016 : observations, Statbel ; 2017-2070 : perspectives, BFP et Statbel

Projections du Comité d'étude sur le vieillissement (juillet 2018) : hypothèses

Demografische hypothesen vanaf 2017 (Demografische vooruitzichten 2017-2070')			
	2017	**2040**	**2070**
Gemiddelde aantal kinderen per vrouw	1,69	1,89	1,89
Levensverwachting bij de geboorte: mannen	79,1	83,6	88,0
Levensverwachting bij de geboorte: vrouwen	83,8	86,6	89,6
Migratiesaldo in duizendtallen	48,6	19,8	14,8
Socio-economische hypothesen			
Scholingsgraad	Behouden op het niveau van de recentste waarnemingen voor de min-15-jarigen en , voor de 15- tot 34-jarigen, vooral op basis van de evolutie van de activiteitsgraad		
Activiteitsgraad en overgang van het statuut van actieve naar het statuut van invalide en gepenioneerde	Modellering gebaseerd op de overganskans van de ene socio-economische categorie naar de andere, per geslacht en leeftijdscategorie, aangepast om rekening te houden met de impact van de hervormingen (verschuivingshypothese inzake gedrag na de verhoging van de wettelijke pensioenleeftijd[a]).		
Macro-economische hypothesen			
Op middellange termijn: 'Economische vooruitzichten 2018-2023'	**Op lange termijn: een referentiescenario en alternatieve scenario's**		
Gemiddelde groei van de productiviteit per werknemer[b] tijdens de periode 2018-2023[c]: 0,6 %per jaar	Gemiddelde groei van de productiviteit per werknemer en (van het loon per werkende) tussen 2018 en 2070:		
	in referentiescenario 1,2 %per jaar (1,5 %vanaf 2045)		
	in het scenario met een lagere productiviteitsgroei 0,9 %per jaar (1,0 % vanaf 2031)		
Werkgelegenheidsgraad[d] in 2023: 70,0 %			
Werkloosheidsgraad* in 2023: 7,2 %	Structurele werkloosheidsgraad * op lange termijn:		
	in het referentiescenario	7,0%	
	in het scenario met de lagere werkloosheidsgraad	6,0%	
Sociaal-beleidshypothesen			
2017-2018	**Vanaf 2019: parameters voor de berekening van de budgtataire enveloppe**		
Huidige wetgeving (maatregelen van de sociale partners en de regering)	Loonplafond	1,25 %/jaar	
	Minimumrecht per loopbaanjaar	1,25 %/jaar	
	Niet-forfaitaire uitkeringen (algemene regeling)[f]	0,50 %/jaar	
	Forfaitaire uitkeringen en minima	1,00 %/jaar	

a. Voir la section 1.2.2 du présent rapport.
b. Productivité par travailleur= PIB/emploi total.
c. La croissance moyenne au cours de la période 2018-2023 est calculée en tenant compte de la croissance annuelle entre 2017 et 2018.
d. Emploi totale en % de la population de 18 à 66 ans.
e. Selon les données administratives, y compris les choômeurs âgés avec la dispense maximale et les chômeurs avec complément d'entrepise demandeurs d'emploi
f. Dans la régime des pensions du secteur public, l'adaptation au bien-être de la pension moyenne (en d'autres termes la péréquation) présente, sur la base de l'écart observé historiquement, un découplage de 0,4 point de pourcentage par rapport à la hausse du salaire moyen.

Projections du Comité d'étude sur le vieillissement (juillet 2018) : coût du vieillissement, scénario de référence, en % du PIB

	2017-2023	2023-2070	2017-2070	2000	2017	2023	2030	2040	2050	2060	2070
	En point de pourcentage du PIB			En pour cent du PIB							
Pensions	0,8	0,9	1,7	8,5	10,6	11,4	12,2	13	12,8	12,6	12,3
régime salarié	0,6	0,4	1	4,9	5,8	6,4	7	7,5	7,5	7,1	6,8
régime indépendant	0,1	0,2	0,3	0,7	0,8	0,9	1	1,1	1,1	1,1	1,1
secteur public (a)	0,1	0,4	0,5	2,9	3,9	4,1	4,2	4,3	4,2	4,3	4,4
Soins de santé (b)	0,4	1,4	1,9	5,9	8	8,4	9,4	10,3	10,3	10,2	9,9
soins aigus	0,3	1	1,2	5,2	6,4	6,7	7,5	7,9	7,8	7,8	7,7
soins de longue durée	0,1	0,5	0,6	0,7	1,6	1,7	1,9	2,3	2,5	2,4	2,2
Incapacité de travail	0,3	-0,5	-0,3	1,1	1,9	2,1	2	1,8	1,7	1,6	1,6
Chômage (c)	-0,6	-0,1	-0,7	2,2	1,7	1,1	1,1	1,1	1	1	1
Allocations familiales	0	-0,4	-0,5	1,6	1,5	1,5	1,4	1,2	1,2	1,1	1
Autres dépenses sociales (d)	0	-0,2	-0,2	1,1	1,5	1,4	1,4	1,4	1,3	1,3	1,2
TOTAL	**0,8**	**1,1**	**1,9**	**20,6**	**25,1**	**25,9**	**27,5**	**28,7**	**28,3**	**27,7**	**27**
p.m. rémunérations du personnel enseignant	0	0,1	0,1	3,6	3,8	3,8	3,9	3,9	3,9	4	4

(a) y compris les pensions des entreprises publiques à charge de l'Etat et la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA)
(b) dépenses publiques de soins de santé : dépenses de sécurité sociale, du pouvoir fédéral, des Régions (aide aux handicapés) et des pouvoirs locaux (prestations médicales des CPAS aux personnes en difficulté)
(c) y compris crédit-temps et interruption de carrière
(d) principalement les dépenses pour accidents de travail, maladies professionnelles, Fonds de sécurité d'existence, allocations aux handicapés et revenu d'intégration

Pièges à l'inactivité

La problématique des « pièges à l'inactivité » a déjà été analysée de manière approfondie dans le passé. Voici quelques références :

CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, SECRETARIAT (2016), « Werkloosheidsverzekering », *Note documentaire*, CRB 2016-0521, Bruxelles, 12 p.

CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, SECRETARIAT (2014), « La dégressivité renforcée des allocations de chômage belges. Impact sur les pièges financiers à l'emploi et sur les revenus des chômeurs », *Note documentaire*, CCE 2014-0264, Bruxelles, 55 p.

CONSEIL SUPERIEUR DE L'EMPLOI (2014), « La participation au marché du travail des personnes en situation de handicap ou atteintes d'une maladie chronique », p. 63-157 dans : CONSEIL SUPERIEUR DEL'EMPLOI, *Rapport 2014*, 157 p.

Conseil national du Travail :

- Avis n° 1.923 du 24 février 2015 concernant la plate-forme de concertation entre acteurs impliqués dans le processus de retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé -Avant-projet de loi portant dispositions diverses en matière d'assurance indemnités et d'emploi (http://www.cnt-nar.be/ADVIES/advies-1923.pdf) ;
- Avis n° 1.984 du 7 juin 2016 concernant la plate-forme de concertation entre acteurs impliqués dans le processus de retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé –Avant-projet de loi et avant-projets d'arrêtés royaux (http://www.cnt-nar.be/ADVIES/advies-1984.pdf).
- Site internet du Conseil : Dossiers :

  - Handicap (http://www.cnt-nar.be/Dossier-FR-handicap.htm)

    Reprend un dossier établi par le secrétariat du Conseil national du travail dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 et qui constitue un vade-mecum des dispositifs existants en matière d'insertion sur le marché du travail des travailleurs handicapés. (Version à jour au 30 juillet 2015).

  - Retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé (http://www.cnt-nar.be/Dossier-FR-return-to-work.htm)

    Contient un dossier « Maintien et reclassement des travailleurs en situation d'incapacité de travail - Réglementation de sécurité sociale » de la plate-forme de concertation entre acteurs impliqués dans le processus de retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé. (Version à jour au 30 juillet 2015).

    Cette plate-forme a été instituée comme cadre de concertation structurel, regroupant les acteurs impliqués dans le processus de retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé. L'idée sous-tendant la mise sur pied de cette plate-forme consiste à développer une approche intégrée non seulement entre institutions de la sécurité sociale concernées mais également avec le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale et à terme, avec d'autres institutions publiques compétentes en la matière qui souhaiteraient y participer. Le Conseil national du travail a été chargé de la coordination des travaux de cette plate-forme.